R-68078 316 (5)

MASSES

25 NOVEMBRE
1933

MENSUEL N° 11

Prix : 1 Franc

OCTOBRE, PREMIÈRE LUEUR

Dessin de Paul Promentier.

APRÈS LE PREMIER TOUR DES ELECTIONS ESPAGNOLES

Les nouvelles qui arrivent d'Espagne, pour embrouillées qu'elles soient (à l'heure où j'écris il n'y a pas encore de véritables résultats officiels) sont celles d'un véritable désastre pour la république et pour le socialisme. Même en escomptant au second tour une victoire des républicains et des socialistes (bien improbable même en cas de coalition). Le bloc des droites conserverait une avance écrasante et le chiffre de ses députés dépassera certainement 200. Les radicaux de Lerroux qui espéraient être les grands vainqueurs de ces élections n'obtiennent pas les résultats qu'ils escomptaient et se voient frustrés par les droites pro-monarchistes ou pro-fascistes pour lesquelles ils ont servi à tirer les marrons du feu. Les partis républicains intermédiaires de la coalition gouvernementale actuelle qui après avoir soutenu Arana s'étaient plus ou moins rangés derrière les radicaux de Lerroux (les trois tronçons du parti radical-socialiste, l'Action républicaine, le groupe « au service de la république, les fédéraux, les républicains de Galice, etc.) sont absolument pulvérisés sauf peut-être le gauche catalane qui bien que durement atteinte par l'avance de la Lliga Catalana de Cambo, paraît avoir un peu mieux tenu le coup. Les socialistes, qui dans les précédentes Cortès avaient la plus forte minorité sont très durement touchés. Il y a, surtout en Andalousie, une certaine avance des voix communistes (parties de très bas) mais qui est infiniment loin de compenser la défaite républicaine et socialiste.

Que s'est-il donc passé? L'ex-coalition gouvernementale républicaine et socialiste s'est effondrée parce qu'elle a prétendu s'asseoir entre deux chaises. Elle a fait suffisamment par ses menaces contre la propriété foncière, contre le clergé, contre la camarilla militaire, contre le droit divin du patronat pour mécontenter et inquiéter les classes possédantes. Elle a fait insuffisamment par contre pour conserver autour d'elle le bloc solide des masses populaires qui avaient placé leurs espoirs dans les républicains et les socialistes du 12 avril pour mettre un terme au règne séculaire des curés, des militaires, des caciques et des patrons. Par ses mesures de répression contre la fraction la plus combative du prolétariat, les anarchistes et les communistes, elle s'est aliéné les meilleurs soutiens de la république. Ces mesures de répression, prises pour rassurer les classes possédantes, ont même été retournées contre elles par la réaction qui durant la campagne électorale n'a cessé de jeter à la figure des républicains et des socialistes l'horrible tragédie de Casas-Viejas.

On ne fait pas une révolution à demi ou bien on la mène à l'abîme et on roule avec elle dans l'abîme. Telle est la grande et terrible leçon qui se dégage de ces élections réactionnaires. La coalition républicaine et socialiste a prétendu stabiliser la révolution bourgeoise pour l'empêcher de se prolonger en révolution prolétarienne. Elle n'a réussi qu'à étouffer la révolution bourgeoise elle-même. Et pourtant, bien après le 12 avril, le 10 août 1932, lors de la tentative manquée de pronunciamento du général Sanjurgo, toutes les conditions etaient encore posées, pour faire aller de l'avant la révolution et en finir d'une manière décisive, sinon avec le capitalisme tout au moins avec les forces réactionnaires de l'ancien régime: clergé, militarisme, propriété foncière.

On a dit que le vote des femmes avait joué un rôle particulièrement important dans la victoire réactionnaire. Il y a là un fait incontestable. Le nombre des électrices dépassait celui des électeurs et la participation électorale féminine a été notablement plus forte que la participation masculine. Les élections réactionnaires ont représenté la revanche aveugle de la femme espagnole opprimée séculairement à son foyer par l'égoïsme et la tyrannie masculine et n'ayant d'autre vie sociale que celle qu'elle trouve à l'Eglise. Il y a là un triste résultat encore des demi-mesures du gouvernement républicain-socialiste. Si en même temps que l'on concédait le droit de vote aux femmes, une vaste campagne de libération sociale et morale de la femme avait été entreprise, si l'on avait réellement tout fait pour anéantir la puissance politique et économique de l'Eglise (et l'on a fait bien peu de chose) les résultats auraient pu être tout autres.

Ce que l'on connaît moins en France, c'est que la loi électorale votée par les Cortès républicains, n'accorde le droit de vote qu'à 23 ans dans un pays où la maturité sexuelle, morale et sociale d'un jeune homme est environ à 14 ans ! Si étrange que cela puisse paraître, les dirigeants républicains et socialistes, par crainte de l'extrémisme, ont voulu mettre une barrière à l'action politique de la jeunesse qui aurait pu être pourtant (et qui est, en fait) le meilleur soutien de la république. Les socialistes, par ailleurs, ont poussé l'aveuglement, jusqu'à s'opposer à la proportionnelle, qui de toutes façons et contre vents et marées leur aurait assuré une minorité imposante et avec laquelle il aurait fallu compter.

Tout le feu des partis réactionnaires et bourgeois (le parti radical de Lerroux menait la danse, croyant le faire pour son propre compte) était dirigé contre le socialisme, c'est-à-dire, en dépit de tout, contre la fraction du prolétariat la plus forte et la mieux organisée (l'U.G.T., la centrale syndicale dirigée par les socialistes compte un million de membres cotisants effectifs). En finir avec les socialistes, chargés de tous les péchés d'Israël, tel était le mot d'ordre de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers qu'inquiétait la puissance de cette masse provisoirement endiguée dans le cadre du réformisme gouvernemental mais qui savait aussi peser de tout son poids sur l'Etat et que l'on savait capable un jour d'être déchaînée.

Les deux autres tendances du mouvement ouvrier, aveuglées par le sectarisme du parti qui leur faisait perdre jusqu'à l'esprit de classe et au sens de la réalité historique, nont pas sû comprendre que le combat livré par la réaction contre le socialisme n'était que le prélude du combat livré à tout le prolétariat, qu'il fallait faire front avec le socialisme, que c'était là le devoir de classe impérieux.

Les anarchistes, de stricte et pâle observance, lors du 12 avril, s'étaient placés, en réalité à la remorque des partis républicains bourgeois dans la lutte électorale pour renverser la monarchie. Ils s'étaient alors abstenus de toute propagande anti-électorale et avaient fait voter pour la coalition républicaine et socialiste. Il n'en a pas été de même cette fois, où ils se sont livrés à une débauche effrénée de propagande anti-électorale et de sabotage des assemblées électorales, dirigée avant tout, et de leur propre aveu, contre « les soi-disants partis ouvriers ». Objectivement, ils ont fait le jeu de la réaction et se sont rangés dans le front anti-marxiste d'où on ne leur ménageait pas de temps à autre des éloges ironiques. Une fatalité semble vouloir que l'anarchisme anti-politique en Espagne se trouve réduit à faire le jeu de la politique bourgeoise, tantôt de celle de gauche comme au 12 avril, et tantôt de celle de droite comme aujourd'hui. Pour les anarchistes espagnols, dont par ailleurs l'abnégation et le courage révolutionnaire sont souvent dignes des plus hauts éloges, la politique est un terrain de chasse réservé aux bourgeois et ils se chargent d'en être les gardes-chasses. Ajoutons- d'ailleurs que les anarchistes de tendance modérée (uniquement par opposition frénétique) du groupe Pestana se sont abstenus prudemment de toute propagande électorale ou anti-électorale et qu'il semble bien qu'ils déconseilleraient ouvertement le boycottage des prochaines élections municipales.

Les communistes du parti officiel ne semblent guère avoir non plus cherché à comprendre la situation. Dans les Asturies, ils se sont refusés avec indignation au front unique que leur proposait le parti socialiste.

Toute leur propagande électorale a été citée contre le socialisme, faisant chorus avec celle des anarchistes et de la réaction. Notons cependant qu'en Catalogne où le parti communiste officiel est inexistant et où le socialisme officiel est aussi très faible, une alliance de principe a été conclue contre tous les partis bourgeois entre le parti communiste indépendant (Bloc ouvrier et paysan) et la section catalane du parti socialiste. Elle a remporté plus de 40.000 voix. Là se trouve l'exemple qui aurait du être généralisé dans toute l'Espagne, entre toutes les tendances du mouvement ouvrier.

La clef de la situation est à la maison du Peuple de Madrid, entre les mains des chefs du Parti Socialiste espagnol. Continueront-ils à rechercher l'appui branlant des partis de la gauche et du centre bourgeois et suivant l'exemple de la social-démocratie allemande, s'orienteront-ils vers la politique de reculade indéfinie dite du moindre mal? Ou bien sauront-ils effectuer avec tous les partis de la bourgeoisie une rupture suffisamment profonde pour qu'elle leur permette de conclure contre le fascisme qui pointe à l'horizon l'alliance défensive et offensive avec les autres tendances du mouvement ouvrier qui seule permettrait de sauver la situation ? Avant qu'un général tire à nouveau son grand sabre il faut que le front ouvrier se soit constitué en Espagne. Là est la seule chance de salut.

A. PATRI.

Pour le soutien et le développement de " Masses "

APPEL A NOS AMIS

Notre mouvement est un mouvement de jeunes au sens propre du mot. « Masses » est le produit de la collaboration d'un groupe de camarades dont la pensée peut présenter des nuances différentes, mais que réunit à la fois un idéal commun : l'idéal révolutionnaire socialiste, et une manière commune d'aborder les problèmes que pose ce qui les entoure : l'utilisation de la méthode d'investigation forgée par Marx et Engels.

« Masses » se réclame de la révolution sociale et du libre examen matérialiste et de rien d'autre. « Masses » n'est inféodé à aucun parti politique, groupe ou secte. Les camarades qui en ont pris l'initiative, et en ont la responsabilité, sont intimement persuadés que, dans l'état actuel de division du mouvement ouvrier, où chaque tendance est elle-même ravagée par des discussions intestines, la subordination à un parti ou à un groupe quelconque, signifierait la mort de l'entreprise qu'ils se sont proposée. Ils pensent que les intérêts généraux et historiques de la classe ouvrière sont au-dessus des intérêts particuliers et transitoires, et même trop souvent mesquins, de telle ou telle des organisations actuellement existantes,

Le mouvement ouvrier mondial traverse une crise profonde. C'est aux forces vives de la Jeunesse intellectuelle et manuelle qu'il appartient de travailler à le faire sortir des impasses où il semble actuellement s'engager. « Masses » n'a pas la prétention de remplir seule cette tâche énorme, mais seulement d'y apporter une modeste mais tenace contribution.

En ce sens, nous croyons que « Masses » répond à un besoin. Les encouragements que nous recevons de nos lecteurs nous engagent à persévérer dans cette voie et montrent que le sens de notre effort est compris.

« Masses » étant indépendante, n'est naturellement subventionnée par personne et n'accepterait de l'être par qui que ce soit. « Masses » entend vivre du produit de ses abonnements et du soutien désintéressé de ses amis. Jusqu'ici, elle a vécu grâce aux sacrifices du noyau de camarades qui l'ont fondée. La dureté des temps ne permet plus à certains de continuer cet effort, et le développement de notre mouvement à la hauteur duquel nous devons maintenir notre revue qui le conditionne, le succès que nous avons rencontré, la compréhension d'un public qui nous voit contre vents et marées, persévérer dans la voie que nous nous sommes tracée, nous oblige à une parution bi-mensuelle. Aussi, « Masses » adresse-t-elle cet appel à tous ses lecteurs, à tous ses amis.

Il est des projets que nous ne pouvons réaliser faute de moyens : Au siège de la revue, nous disposons d'un local que nous voudrions transformer en salle de réunions pour nos cours, afin d'installer dans la salle, actuellement utilisée, un foyer-salle de lecture où nos amis pourraient se rencontrer chaque soir. Nos camarades professeurs de nos différents cours, et plus particulièrement du cours d'études sociales, établissent sur notre demande un résumé de leurs exposés. Nous avons l'intention d'en faire des tirages au cyclo-stencil, pour les mettre à la disposition de nos lecteurs. Nous voudrions publier par fascicules un cours élémentaire d'économie politique qui est, à l'heure présente, à peu près au point et représente le résultat de trois années d'études d'un groupe de camarades et le sacrifice de ses vacances par un de nos amis instituteur. Diverses études, trop longues pour être insérées dans la revue, pourraient être publiées en brochures.

Toutes ces raisons, et par dessus tout le sentiment que nous avons de faire œuvre nécessaire, nous engagent à solliciter votre aide fraternelle. Pour les besoins urgents, **NOUS OUVRONS UNE SOUSCRIPTION** et vous demandons d'y apporter votre obole, si modeste soit-elle. Les camarades qui désireraient apporter un soutien plus régulier et participer plus intimement à notre effort, peuvent entrer dans le groupe en qualité de membres actifs, moyennant une cotisation mensuelle de 10 francs.

Un groupe d'amis est créé qui, outre l'appui qu'il nous apportera, procurera à ses membres, un certain nombre d'avantages : l'accès gratuit au foyer-salle de lecture, réduction à nos spectacles et dans certains théâtres, accès aux séances cinématographiques privées, etc.

Camarades, si notre effort vous intéresse, s'il vous semble digne de vivre et de se développer, joignez-vous à nous. Aidez-nous ! MASSES.

SAMEDI 9 DECEMBRE

à 20 h. 30, à la Salle Adyar (Square Rapp)
(Métro Alma-Marceau et Ecole Militaire)

Les « Amis de Masses » organisent une

SOIRÉE CINÉMATOGRAPHIQUE

Notre camarade l'Ethnographe Michel Leiris présentera par une causerie sur :

SAUVAGES ET CIVILISÉS

CES DEUX MAGNIFIQUES FILMS :

AU PAYS DU SCALP
Documentaire sur les peuplades les plus sauvages de l'Amérique du Sud et

OMBRES BLANCHES
de Van Dyck, avec Raquel Torres et Monte Blue

Entrées cinq et six francs

L'OFFENSIVE OUVRIÈRE EN NORVÈGE

I.- La Norvège dans la crise Mondiale

Des élections législatives ont eu lieu en Norvège le 16 octobre dernier. Elles se sont terminées par une écrasante victoire du *Parti ouvrier norvégien* (D.N.A.) sur tous les partis bourgeois. La presse bourgeoise et socialiste a été d'une extrême discrétion sur cet événement, ne reproduisant que les dépêches d'agence sans en faire de commentaires. Quant au « journal de la classe ouvrière » l'*Humanité*, il s'est contenté simplement de l'ignorer.

Et cependant, c'est la première fois depuis le début de la crise mondiale que dans un pays de paysans, ceux-ci ruinés et dépouillés par le capitalisme, ont voté rouge au lieu de porter leurs suffrages aux partis fascistes et agrariens. Alors que les partis ouvriers sont jusqu'ici dans la plupart des pays capitalistes avancés, incapables de soulever et d'encadrer les masses paysannes paupérisées, alors que le fascisme ou la réaction blanche puisent dans ces masses le plus clair de leurs forces, les élections norvégiennes nous montrent qu'il est possible, dans un *pays capitaliste développé* de souder le bloc des classes ouvrière et paysanne sur un programme de lutte contre le capitalisme.

LA NORVEGE DANS LA CRISE MONDIALE

La guerre fut pour la Norvège comme pour d'autres pays « neutres » une source considérable de profits. La flotte norvégienne déjà considérable avant la guerre servit au transit international des marchandises. La flotte remplaça sur toutes les mers du globe celles détruites ou immobilisées des belligérants. Les frets montèrent en proportion. Le fret du blé entre l'Angleterre et l'Australie tripla la valeur entre 1913 et 1919, celui du bois entre l'Angleterre et le Mexique quadrupla, celui du charbon entre l'Angleterre et l'Indochine augmenta de *dix-huit* fois sa valeur totale. Les exportations passèrent de 392 millions de couronnes (la couronne or vaut sept francs) en 1913 à 1.247 millions en 1920. Des quantités fabuleuses de poissons, de bois, de pâte à papier quittèrent la Norvège pour alimenter l'Europe ruinée ou dévastée. Les capitalistes norvégiens rachètent les entreprises anglaises et allemandes qui s'y étaient installées et même avancèrent de l'argent aux belligérants. La débauche de crédits fut telle que la circulation fiduciaire augmenta de trois à quatre fois durant cette période.

Le krach commence à la veille de la crise mondiale de 1921, la monnaie s'effondre, le fret s'évanouit, les exportations tombent de moitié. Après une politique de déflation massive menée par la Banque de Norvège et le gouvernement conservateur toutes les banques s'effondrent, un moratoire est appliqué à tous les crédits et un contrôle gouvernemental est institué sur les opérations financières.

En 1930 la population *active* est évaluée à 1.167.000 personnes (sur une population totale de 2.800.000). Sur ce nombre 412.000 personnes (propriétaires, ouvriers agricoles...) soit 35 % vivent de l'agriculture et de la pêche, constituant un marché pour l'industrie capitaliste.

Sauf pour la navigation et la chasse à la baleine il n'y eut pas avant la crise de 1930 de véritable boom dans l'industrie et l'agriculture norvégiennes, mais un état de crise chronique qui a quelque ressemblance avec celui de l'Angleterre. Alors qu'en 1914 le nombre des chômeurs n'atteignait pas 3 % de l'effectif ouvrier le chômage en 1929, dans l'année la plus prospère ne tombait pas au-dessous de 15 % (alors qu'en Angleterre, à cette époque il n'était que de 11 %). Depuis, le chômage industriel s'est encore aggravé ; la moyenne de 1932 a été de 31 %.

Le retour à la parité or en 1928, voulu par la droite au nom des financiers, par la gauche au nom des rentiers, favorisé d'ailleurs par la spéculation internationale, a précipité la chute des prix. L'index général des prix de gros était de 1920 à 1928, tombé de 345 à 155. En 1933, il est à 120. Les prix agricoles sont les plus atteints. Le bois a baissé de 1920 à 1932 de 48 à 11 couronnes par m3. La viande et les produits lactés, qui constituent les 3/4 des ventes paysannes, ont baissé de plus de moitié. Or, c'est pendant la période d'inflation que l'agriculture a renouvelé son équipement. Elle en a pris un essor formidable, et se sentait déjà à l'étroit sur le marché intérieur. Elle voit son élan enrayé par le resserrement de ce marché et par l'augmentation sans contre-partie de sa dette hypothécaire. Une carte ci-jointe montre l'énormité de celle-ci. Suivant la statistique officielle 40 % des laboureurs, 49 % des paysans sans cheval ont une dette dépassant 50 % de leur fortune cadastrale. Seulement, 12 % des premiers, 16 % des seconds n'ont pas de dettes. Le paysan a réduit son train de maison, ce qui a aggravé la crise industrielle, et a restreint son activité économique, ce qui a augmenté le chômage dans le prolétariat agricole, notamment parmi les bûcherons et flotteurs de bois. Dans la région forestière la plus importante jusqu'à 75 % de ceux-ci ont été chômeurs.

La revalorisation de la couronne a créé des difficultés analogues pour l'industrie. Celle-ci a essayé de se rattraper en réduisant les salaires. Mais le prolétariat a magnifiquement résisté. C'est ainsi que le grand lock-out en 1931, le plus grand conflit dans le monde entier cette année, n'a donné que demie satisfaction au patronat. Et il est remarquable que de 1928 à 1932, en pleine dépression, la C. G. T. a augmenté ses effectifs de 106.000 à 153.000 adhérents.

Les finances publiques aussi ont été terriblement obérées. Depuis 1930, le budget est en déficit, plutôt modéré d'ailleurs. Le service de la dette, laquelle est de 1 1/2 milliards, absorbe le 1/4 du budget, ce qui n'a rien d'exagéré non plus, par rapport à la France. Pour assurer ce service, l'Etat pourtant a fait des coupes sombres dans ses budgets sociaux, et a renforcé sa fiscalité. Seulement, en Norvège, les budgets municipaux et départementaux comptent autant que celui de l'Etat. De vieille date, les communes jouissent d'une grande autonomie financière, et leurs budgets sont entièrement alimentés par l'impôt direct, sur le capital et sur le revenu. Au temps de l'inflation, les communes également ont eu recours à l'emprunt pour des travaux d'urbanisme et d'électrification surtout. Leur dette est maintenant aussi élevée que celle de l'Etat, et elles demandent couramment à leurs contribuables de 15 à 20 % de leurs revenus ! Or, déjà en 1911, la bourgeoisie prévoyante a fait voter une loi pour prévenir toute fiscalité « socialiste », soumettant les communes qui demanderaient plus de 15 % en impôt, à faire approuver leurs budgets par le ministère des Finances ! Actuellement, la plupart de ces budgets ne sont approuvés qu'après amputation brutale des dépenses sociales. Telle est l'exigence du Maître la Finance.

En 1931, la Norvège a abandonné l'étalon or, mais cela n'a guère profité aux finances publiques, la moitié de la dette étant contractée en monnaies étrangères. Pas plus qu'en Angleterre, il n'y a eu hausse appréciable des prix sur le marché intérieur. Le marasme continue. Tout au plus y a-t-il eu une amélioration sensible pour l'industrie d'exportation.

L'abandon de l'étalon or a surtout été dicté par la nécessité de suivre le mouvement de Londres, à qui sont liés de grands intérêts norvégiens, non pas seulement dans le commerce, mais surtout pour la navigation, le fret et la chasse à la baleine. Le bon quart des exportations prend le chemin de la Grande-Bretagne. Et tous les comptes de la flotte commerciale, la quatrième du monde, sont libellés en livres. L'industrie baleinière est étroitement liée à la finance anglaise. La surproduction l'avait déjà mise en mauvaise posture. La flotte était frappée par l'anémie du commerce mondial. Malgré sa modernité, 1.200.000 tonnes étaient en désarmement au milieu de 1931.

Les partis ouvriers et agrariens ont été les seuls à dénoncer les méfaits de la revalorisation de la couronne. Mais quand, au lendemain de sa grande victoire électorale en 1927, le Parti ouvrier a pris le pouvoir gouvernemental en 1928, un front bourgeois s'est formé pour la défense des intérêts financiers, et le gouvernement socialiste est tombé au bout de 15 jours. Les partis bourgeois ont depuis, réussi à fausser le sens des élections de 1930, en déclanchant une campagne démagogique contre les tendances prétendues athéistes et antidémocratiques du Parti ouvrier. De ce fait, le Parti ouvrier avait reculé de 63 à 47 mandats. Des gouvernements bourgeois minoritaires ont eu le pouvoir depuis, mais n'ont rien pu faire de sérieux pour remédier à la crise. Dans leur campagne électorale de 1933, ils ont affecté de l'ignorer, pour ainsi dire.

Michel COLLINET et Carl ARNESEN.

DU CINÉMA

La saison qui s'achève ou plus exactement celle qui commence manque nettement d'envergure. En comparaison de films comme « Je suis un évadé », « Kuhle Wæmpe » et « Le Chemin de la Vie » ce qui passe actuellement sur les écrans paraît étriqué et d'un poids peu considérable.

Je ne veux pas dire par là que les films qu'on projette maintenant soient médiocres et dénués d'intérêt mais, **jugés par rapport à la vie** (et il me semble difficile de situer le ciména sur un autre plan) il est indéniable que leur signification et leur retentissement sont minces. On sent que les metteurs en scène n'ont pas été seulement victimes d'un resserrement matériel : ce sont des **limites idéologiques** qui leur ont été imposées et les œuvres s'en ressentent d'autant plus gravement que le moyen d'expression utilisé adhère davantage au concret et a la vie.

Interdire aux cinéastes d'aborder et **de penser certains problèmes,** c'est presque sûrement tuer le cinéma et nous en voyons les effets. L'éminente dignité de l'image, c'est son pouvoir subversif. Quand la société se défend contre ce pouvoir par les censures officielles et officieuses ce qui reste du cinéma, c'est une forme sans contenu efficace, bourrée artificiellement d'un monde qui ne lui convient pas et qui peut tout au plus contenir certains aspects vrais du monde réel qui justement lui convient.

La première et décisive impression qui s'impose devant les programmes présents, c'est donc celle d'une **fuite** devant les faits ou bien d'un **truquage** des faits, les deux méthodes étant à peu près équivalentes en ce qui concerne le résultat à obtenir.

La fuite : voici « Cantique d'Amour » avec Marlène Dietrich absolument ridicule dans un rôle de jeune fille malgré toute l'ingéniosité dépensée par Rouben Mamoulian ; voici encore « Tout au Vainqueur », comédie sportive américaine nantie de toutes les qualités du genre et qui exhibe une « dame de la haute société » amoureuse d'un boxeur, etc...

Le Truquage : voici « Cavalcade » qui brasse ambitieusement les convulsions du monde moderne de 1900 à nos jours. C'est sans doute parce que tout est vu par les yeux d'une famille anglaise, modèle qu'aucun incident se rapportant à la vie ouvrière n'est montré. Tout y est : les avions, la mort de la reine, deux guerres... sauf le prolétariat. Et l'amour pur et métaphysique trône au milieu du grand kaléidoscope de la vie moderne dont les visions passent, vaines, dénuées de sens et dépourvues d'orientation. Un critique bourgeois très écouté appelle cela « de la philosophie de l'Histoire ». C'est exact mais il faut ajouter que c'est la bourgeoisie qui l'a faite et nous voyons bien pourquoi.

« Thomas Garner », de W. K. Howard se range dans la même catégorie et l'intérêt d'un découpage qui brise la continuité chronologique jusqu'à présent classique dans le développement d'un film ne parvient pas à effacer le sentiment pénible provoqué par l'esprit de l'œuvre. Le drame de la vie conjugale qui se superpose à l'épopée du grand patron américain, qu'on nous montre n'empêche pas qu'il s'agit d'une épopée, c'est-à-dire d'une exaltation.

Dans les Rues, de Trivas, ne se contente pas de transiger adroitement avec son véritable sujet et d'éviter ainsi la dure question du chômage. C'est en outre un démarquage de **L'Opéra de Quat'sous** tant sur le plan visuel que sur le plan musical.

Il serait facile de continuer mais il est plus intéressant d'aborder la troisième classe de films, qui contient notamment **La Maternelle,** de Jean Benoît-Lévy et Marie Epstein, et **La Vie privée d'Henri VIII,** d'Alexandre Corda, ainsi que **Liliane** qu'on peut voir à l'Apollo.

Ici, nous nous trouvons en présence de thèmes franchement abordés et les images ne sont plus creuses ou arrangées. Sans doute, les trois films dont je parle ne sont pas extraordinaires et le dernier cité, **Liliane,** est même mauvais. Néanmoins, il y a là une matière qui compte et qui, plus ou moins heureusement traitée, ne laisse jamais indifférent.

Le début de **La Vie privée d'Henri VIII** est remarquable et crève sans effort tous les décors habituels de l'histoire présentée comme une opérette. Nous sommes du premier coup aux antipodes des « Trois Mousquetaires » ; la reine va être décapitée et le bourreau français qu'on a spécialement fait venir pour ôter la tête de « Sa Majesté » aiguise une lame qui n'est pas du tout en carton. Il est dommage que le film qui conserve sa vérité jusqu'à la fin ne conserve pas aussi son élan.

La Maternelle, d'après le livre de Frapié, éclaire le monde de l'enfance. Les gosses sont d'une sincérité admirable. Les détails justes et révélateurs abondent. Pourquoi donc n'est-ce pas un **grand film ?** C'est le scénario, excellent en soi mais qui **n'est pas nourri** par l'atmosphère ou le drame évolue. La tragédie de la petite fille devant l'univers des adultes et de l'amour est remarquable. Il est regrettable qu'elle ne doive **absolument rien** à l'école qui lui sert de **cadre.** Qu'on se rappelle **l'unité** de **Madchen in Uniform,** ce chef-d'œuvre. Dans le cas de **La Maternelle,** c'est ce qui manque.

« Liliane » retrace l'ascension de l'héroïne qui issue du peuple, dégoûtée et décidée à tout pour réussir, finit par atteindre les plus hautes couches de la société américaine. Etre séduisante pour une femme, c'est une arme ; et, pour Liliane, les hommes seront les pièces de la partie d'échecs qu'elle est résolue à gagner. L'enjeu est constitué par la richesse, et le moyen, c'est la dureté absolue du cœur, la volonté de puissance pour s'exprimer comme Nietzsche, ainsi que les auteurs l'ont voulu. A la fin, l'héroïne s'effondre devant le suicide du banquier qui a consenti à devenir son mari. L'ensemble du film est rempli d'images fortes mais gâché par la répétition de toutes les scènes de séduction, répétition qui aboutit à un schématisme d'ordre nettement théâtral.

Quelle conclusion tirer de cette rapide revue des films présents ? Poser cette question, c'est ramener le lecteur aux réflexions qui ont servi d'introduction : il est clair que la situation sociale et politique diminue le cinéma.

Armand COLOMBAT.

Le Salon des Artistes du Travail

L'HOMME... L'USINE... LE CHANTIER

DU 1er AU 23 DECEMBRE 1933
A LA GALERIE BILLIET-PIERRE VORMS
30, RUE LA BOETIE, PARIS

Les salons se suivent et se ressemblent, suants d'ennui. Les plus indulgents de leurs visiteurs ne peuvent pas ne point être frappés par l'inactualité de ces tableaux, de ces bustes et sculptures qui encombrent cimaises et socles. Toutes ces écoles ont au moins un point de rencontre, c'est le manque de compréhension de l'époque qu'elles montrent l'une comme l'autre. Si bien que ce qu'écrivait Georges Sorel il y a trente ans : « L'art que nous possédons aujourd'hui est un résidu que nous laisse une société aristocratique », est plus que jamais valable.

Force nous est de constater cette incompréhension du dynamisme de la vie moderne et que le cliché vulgaire et les pseudo-sujets exceptionnels dominent encore la production artistique comme il y a cent ans.

Un peu avant la guerre, on avait pu croire que les pégases, les guitares, les soldats, les brunes vierges allaient être remisés au magasin des antiquités. Le cubisme, puis le dadaïsme esquissaient des danses de libération et d'espoir. Hélas ! le Futurisme avait bien lancé un défi aux étoiles, mais c'était lyrisme gratuit, et l'on revit aux murs les mêmes choses, les mêmes guitares, elles avaient changé de mains seulement. L'art devait rester l'apanage des oisifs. Pourtant le travail prenait de plus en plus le premier plan dans la vie moderne. L'époque avait beau être celle des grands travaux collectifs. L'art restait dans sa tour d'ivoire. En vain les peintres comme les littérateurs vivent-ils dans les remous de la fantasmagorie sociale, les lumières des villes, la fièvre des cités industrielles, le frémissement des ports. Ils sont débilités et ont la volonté d'ignorer le travail et la peine des hommes. L'art serait-il au-dessus de ça ? En vertu de ces mépris de la vie vivante, il n'est à cette heure place qu'à la peinture de chevalet (bouquets de fleurs, champêtrerie, etc.), comme il n'est place dans le domaine des lettres qu'à une littérature de chambre (coucherie, introspection, etc.). Sentimentalité et bas romanesque.

Pourtant la terre tourne... disait le vieux Galilée.

Il n'est, disais-je... Mais l'exposition que voici apporte une preuve que pour les peintres comme parmi les écrivains, il en est qui réagissent. Enfin l'on commence à essayer d'imposer des vues du travail, des aspects de la vie quotidienne et des luttes ouvrières. Ces peintres qui créent une esthétique expressive de l'époque que nous vivons, appellent cette peinture « prolétarienne ». C'est un programme, c'est une éthique également. Ces artistes vont au-devant des moqueries et des sarcasmes. Ils ont foi en eux, foi en la classe dont ils sont les fils. Ils sont une force et l'on devra compter dorénavant avec elle. On devra compter avec eux dès maintenant, puisque les voici qui se groupent.

Qu'on ne leur donne raison que plus tard ne saurait empêcher qu'ils aient déjà raison.

Henry POULAILLE.

CAMARADES
soutenez
notre effort...
Abonnez-vous

Le Concours du Palais des Soviets et la situation de l'Architecture en U.R.S.S.

Les lecteurs de *Masses* se rappellent l'article *Rome et Athènes au Kremlin,* paru dans le numéro 4. Son auteur a formulé des critiques sous toutes réserves, en mettant en doute l'information de *The New Republic,* la seule qu'il avait sous la main.

Nous avons pu, depuis, nous documenter suffisamment pour aborder à nouveau la question.

Les résultats du concours du Palais des Soviets sont un exemple caractéristique, mais non unique du revirement qui s'est produit en U.R.S.S. en matière d'architecture, revirement qui, en partant de données pratiques et idéologiques justes, arrive à des résultats entièrement erronés, ne rappelant que trop la réaction qui sévit depuis quelque temps dans l'architecture de l'Europe occidentale.

On demandait aux participants du concours : de la « monumentalité, homogénéité et simplicité de la forme architecturale du P. D. S. qui doivent refléter la grandeur de notre construction »... « sans qu'on prescrive un style déterminé, les recherches doivent être orientées de façon à utiliser en même temps et les méthodes nouvelles et les meilleures méthodes de l'architecture classique, en se basant également sur les acquisitions de la technique moderne du bâtiment ».

« Sans prescrire le choix du style » c'est donc qu'il y a possibilité du choix : le fait de « feuilleter un livre d'art comme un catalogue de grands magasins pour y choisir une architecture à la mode » comme dit Tornai Imré, semblait depuis longtemps mort et enterré, mais décidément il y a des sottises qui ont la vie dure.

Les reproductions ci-contre des trois projets qui ont obtenu le premier prix *ex æquo* montrent à quels résultats mènent de telles conceptions.

On se demande, en particulier, ce que devient « la « technique moderne du bâtiment dans le projet de Joltovski qui prévoit une construction en pierre, avec des murs atteignant par endroits quatre mètres d'épaisseur!

Toutefois les résultats du concours n'étaient pas définitifs. On en organisa un deuxième, fermé, avec des conditions plus précises.

Le projet remanié de l'architecte Jobau qui en sortit vainqueur, a été reproduit dans *l'Humanité*; il conserve l'esprit du projet initial et pourrait figurer honorablement à n'importe quel salon « pompier » des pays bourgeois occidentaux.

Ce n'est pourtant pas le choix qui manquait au jury!

Il a rejeté avec juste raison une série de projets d'un symbolisme naïf, dont les auteurs torturaient le plan pour donner à l'édifice la forme de l'étoile rouge, du globe terrestre, de la faucille et du marteau; il y en eût même un en forme de buste de Lénine!...

Il a rejeté des projets d'un pompiérisme agressif, comme celui de Bonazini : un ramassis pompeux de laissés pour compte, de vieilles ficelles du classicisme.

Mais il a rejeté également les œuvres d'architectes modernes de réputation et d'expérience comme Le Corbusier ou Gropius, qui donnaient des solutions neuves et réussies, sérieusement étudiées. Il a rejeté des projets intéressants d'architectes russes!...

Si c'était un spectacle plutôt comique de voir les pompiers français et allemands se rejeter mutuellement l'architecture « d'outre-Rhin » comme un chat crevé pardessus un mur, il est d'autant plus gênant d'entendre des voix venues d'U.R.S.S. qualifier de décadence bourgeoise ce que les pontifes hitlériens traitent de « bolchevisme culturel ».

Mais il ne suffit pas de se lamenter, il faut tâcher de découvrir les causes de ce changement de front.

L'Union Soviétique a traversé une période où l'on ne construisait pas beaucoup, aussi les jeunes architectes se sont-ils surtout occupés de faire des projets sur papier qui, malgré le talent dont firent souvent preuve leurs auteurs, méritaient parfois les reproches qu'on leur fait maintenant, à savoir : d'une part un engouement excessif pour la technique, un véritable « romantisme des machines », le mépris des réalités et de la portée sociale de l'art; d'autre part, un formalisme faisant passer les exigences de la construction et de la fonction du bâtiment après sa conception plastique, une soumission du plan à la façade.

Les « constructivistes » comme les « formalistes » négligeaient également l'expérience accumulée dans le domaine de l'architecture par des siècles de civilisation.

Lorsque ces jeunes architectes furent mis devant les problèmes concrets posés par le vaste programme de constructions du Plan Quinquennal, ils se révélèrent insuffisamment préparés théoriquement et pratiquement pour y faire face, aussi fut-on amené à chercher ailleurs des gens plus qualifiés. Confondant l'architecture nouvelle avec ses représentants qu'on avait vus à l'œuvre, on s'adressa au camp adverse. On fit appel aux architectes et techniciens formés sous l'ancien régime. Ceux-ci profitèrent probablement et très naturellement de leur réputation d'experts en la matière pour remettre au jour les conceptions qui furent en faveur au temps de leur jeunesse et qu'ils surent tant bien que mal adapter aux mots d'ordre politiques et sociaux de l'heure.

On se réclame de l'autorité de Lénine qui invitait le prolétariat à recueillir et à continuer l'héritage culturel du passé. C'est très bien, à condition de discerner en quoi consiste réellement cet héritage et quelles sont ses véritables enseignements, de distinguer ce qui est vivant et susceptible de continuation de ce qui n'a qu'un intérêt historique.

Mais il est impossible de se solidariser avec Lounatcharski lorsqu'il appelle à imiter l'art grec antique, qui est, à son avis, le point culminant de la création artistique de l'humanité. Son cas n'est, d'ailleurs, pas isolé.

Ainsi, par exemple, l'architecte Gretchutcho écrit dans « la Construction de Moscou » qu'il ne faut pas « avoir la crainte panique de faire ressemblant aux bonnes vieilles choses, même si elles sont du domaine des solutions classiques »; il recommande de « ne pas se détourner des procédés purement artistiques et décoratifs », de « ne pas craindre les œuvres classiques de la symétrie, ceci particulièrement dans les plans urbains ».

On prétend que l'architecture nouvelle est l'enfant de la technique, produit du capitalisme. Nous avons cru jusqu'ici, avec Marx, que la technique n'est qu'un instrument dont l'Etat socialiste peut et doit se servir aussi bien que l'Etat bourgeois.

Lénine n'a-t-il pas douté de la durée du régime prolétarien en Russie précisément à cause de l'industrialisation insuffisante du pays? La technique moderne n'est-elle plus la base même de l'existence de l'Etat socialiste et n'est-ce pas pour cela que l'U.R.S.S. fait de tels efforts, de tels sacrifices pour se doter de l'équipement industriel les plus perfectionné, le plus moderne?

On reproche encore aux jeunes architectes de vouloir, comme les utopistes de gauche en politique, sauter les étapes nécessaires du développement. C'est un reproche fondé, mais s'il ne faut pas avancer avec trop de précipitation, il ne faut pas non plus revenir en arrière.

Chercher à singer l'architecture antique, architecture d'une époque d'artisanat, de patriarcat, d'esclavage, c'est comme dit très bien Milioutine dans l'*Architecture soviétique,* « la même chose que doter l'armée rouge de l'équipement des guerriers grecs ».

Chaque époque a son style et n'en a qu'un : c'est précisément au dix-neuvième siècle, à l'époque de la domination de la bourgeoisie, qu'on s'est mis à piller tous les pays et toutes les époques pour remplacer un style qu'on était impuissant à découvrir.

Un style ne se « crée » pas comme une robe, il naît spontanément en fonction des données objectives sociales, économiques, géographiques, techniques, culturelles de l'époque et du pays. Il n'y a qu'à étudier objectivement l'héritage culturel du passé pour s'en convaincre.

Le rôle de l'architecte est celui d'un accoucheur, non d'un inventeur et penser autrement c'est s'exposer aux erreurs du « modern style » de triste mémoire.

Pour citer Lénine « la culture prolétarienne n'est pas une invention de gens qui s'octroient le nom de spécialistes de culture prolétarienne..., elle doit représenter le développement régulier des connaissances dont l'humanité a fait provision... »

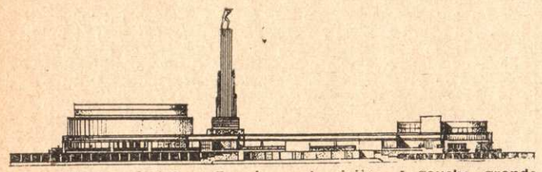
Mettre sur une construction en béton ou en acier une façade classicarde, c'est agir comme le sauvage nu qui s'orne les jambes d'une superbe paire de manchettes en guise de bracelets.

L'architecture moderne ne peut pas négliger le vocabulaire de formes dictées par la technique moderne, pas plus qu'elle ne peut rejeter l'expérience assemblée par les meilleurs architectes et urbanistes occidentaux. Elle doit, au contraire, s'en armer pour faire face aux problèmes que lui posent les nouvelles formes sociales en voie de création.

Si la première équipe des architectes soviétiques a eu le tort de négliger la forme, la deuxième a celui de glisser vers les poncifs bourgeois de « l'art pour l'art » et de « la beauté absolue et éternelle ».

Une architecture saine et vivante ne peut se développer que si elle se base simultanément sur ces trois facteurs indissolubles : fonction, construction, forme.

Léon GAILLARD.



PROJET DE IOFAU. — Façade sur la rivière. A gauche, grande salle pour 15.000 personnes; à droite, petite salle pour 5.900 personnes. Bibliothèque dans la tour. Les galeries réunissant les deux salles abritent les services. Tribunes dans la cour centrale pour réunions à l'air libre. L'escalier descendant vers la rivière peut être également transformé en tribunes. Entrées à deux niveaux. Grand garage sous la place, donnant sur le quai. L'édifice est couvert d'ornements que l'on ne voit pas sur le croquis.

PROJET DE JOLTOVSKI. — On entre par la cour d'apparat; les cortèges sont brisés par le portique dont les colonnes sont écartées de 3 m. 60 seulement. Arrivées dans la cour centrale, elles doivent ou bien passer par la grande salle, ou bien ressortir par le portique, car la cour est séparée des rues latérales par une dénivellation de 1 m. et du quai par la hauteur de tout un étage.

Les places dans la grande salle sont disposées de telle façon qu'une grande partie des spectateurs se trouve derrière l'orateur, à une distance atteignant jusqu'à 90 m. Dans la petite salle (au fond), disposée en hémicycle, on ne voit pas, de certaines places, même ce qui se passe à l'avant-scène. Les accès sont en nombre suffisant, mais l'orientation est difficile.

L'auteur a arrêté son choix sur les formes architecturales de la Rome républicaine qui, à son avis, correspondent le mieux aux exigences de notre époque, incarnant la volonté des travailleurs d'édifier le socialisme. (Remarquons en passant que ces hommes s'approchent plutôt de la Renaissance italienne. Petite erreur de près de vingt siècles !)

PROJET DE HAMILTON. — Les salles se trouvent dans les deux ailes, leur différence de volumes est masquée par la symétrie de la façade qui n'exprime pas sincèrement le plan. Passage pour autos et tramways sous le corps de bâtiment central, de faible épaisseur, malgré sa masse apparente. Entrées et sorties insuffisamment étudiées, danger d'embouteillage.

L'Éducation architecturale en U. R. S. S.

(Traduit de la PRAVDA du 18 octobre 1933)

Le large développement de la construction de nouvelles villes et de la reconstruction des villes anciennes, le volume énorme de la construction d'habitations, d'édifices collectifs et industriels, posent des exigences accrues pour la qualité de ces bâtiments. Elles engagent la responsabilité à l'architecture soviétique, appelée à assurer aux nouvelles constructions un niveau artistique et technique élevé. Pourtant, la construction retarde considérablement sur les besoins du pays et ceci surtout à cause de l'influence du travail de préparation de cadres d'architectes qualifiés et de l'exploration scientifique des principaux problèmes de l'architecture.

Ayant reconnu la nécessité d'une amélioration du système d'enseignement architectural, le Comité Central du P. C. russe a pris ces jours-ci une décision générale relative au développement de l'enseignement architectural. Il a été décidé d'organiser à Moscou, en connection avec le Comité Central Exécutif de l'U. R. S. S. une académie d'architecture, ayant le caractère d'école supérieure et d'institut de recherches scientifiques dans le domaine de l'architecture. Pour préparer des maîtres de l'architecture hautement qualifiés, l'Académie comprendra un institut d'aspirants (100 en tout) choisis parmi les architectes les plus doués, sortis des écoles supérieures d'architecture ou de la pratique du métier. La durée du stage d'aspirant est fixée à 3 ans.

Pour le travail de recherches scientifiques de l'Académie, on a décidé l'organisation de cabinets, laboratoires et ateliers spéciaux, en premier lieu pour la théorie et l'histoire de l'architecture, pour les plans et reconstructions de villes socialistes, pour les types et la qualité de l'habitation et des édifices collectifs. Il a été également décidé d'y organiser un musée et une bibliothèque centrale d'architecture

La date d'ouverture de l'Académie est fixée au 1er janvier.

Le Comité Central a également décidé de transformer l'Institut d'Architecture comprenant une faculté d'immeubles d'habitation, d'édifices publics et de plans de villes et une faculté de constructions industrielles. La durée des études y sera de 4 ans et demie. Les conditions d'admission des étudiants seront en rapport avec le rôle élevé qu'on assigne à cette école. Le Commissariat de l'Industrie Lourde et le Comité de l'Enseignement Technique Supérieur du Comité Central Exécutif d'U. R. S. S. sont chargés, sans déformer les programmes d'études existants, d'assurer une amélioration de la qualité de cet enseignement et des conditions matérielles de vie et d'habitation des étudiants et du personnel de l'Institut.

Pour améliorer la qualité des cadres d'architectes à qualifications moyennes, le Comité Central a proposé au Commissariat de l'Industrie Lourde et au Comité de l'Education technique supérieure de réorganiser à Moscou, Leningrad, Kharkov, Tiflis et Sverdlovsk, des Ecoles techniques du Bâtiment existant dans chacune de ces villes, en Ecoles techniques d'Architecture, inclues dans le système du Commissariat de l'Industrie Lourde ou des **Hapkornain** de l'économie communale. De plus, il leur a proposé d'organiser à Rostov, sur la base de l'Ecole technique du Bâtiment Rural, une Ecole technique d'Architecture Rurale, et d'organiser à l'Institut d'Ingénieurs de Constructions Rurales, une section pour l'Architecture Rurale.

Le Commissariat de l'Industrie Lourde, le Commissariat de l'Economie et le Comité de l'Enseignement supérieur sont chargés d'élaborer et d'approuver le 1er novembre les plans d'études, programmes, la répartition et l'ordre d'ouverture d'Ecoles Techniques d'Architecture qui devront être ouvertes le 1er janvier au plus tard. Ces écoles comprendront également des cours de maîtres en industrie artistique et décoration, décoration d'intérieur, céramique du bâtiment, sculpture décorative, parement et coloration des édifices.

L'Edition de l'Académie d'Architecture est chargée d'éditer en 1934 des livres d'études et matériel d'enseignement concernant les principales disciplines architecturales; des monographies originales et traduites concernant les diverses branches de la pratique architecturale, des monographies et albums des classiques de l'architecture, une encyclopédie succincte de l'architecture en 2 volumes et un cours d'Histoire générale d'architecture. **L. G.**

La question religieuse au Mexique

LA CONSTITUTION DE 1917 Puis l'idée de formuler une nouvelle Constitution prit corps, idée violemment combattue par tous les milieux cléricaux. Cependant, une Constituante se réunit à Querétaro en 1917, et les dispositions qu'elle vota devaient fournir le prétexte de la violente agitation qui a continué jusqu'à maintenant.

Les articles de cette Constitution contre lesquels le Clergé s'est élevé avec violence sont le 3e, le 31e (paragraphe 1), le 5e, le 27e et le 130e (1). Il est donc juste de les citer ici.

ART. 3. — L'enseignement est LIBRE ; mais l'enseignement officiel sera LAIQUE, de même que l'enseignement primaire, élémentaire et supérieur qui se donnera dans les établissements particuliers.

Aucune communauté religieuse ni aucun ministre d'aucun culte ne pourra diriger ni établir d'école PRIMAIRE...

Dans les établissements officiels, l'enseignement primaire sera gratuit.

ART. 31. — Tout Mexicain doit obligatoirement : paragraphe I. Faire que ses enfants ou pupilles âgés de moins de 15 ans se rendent aux écoles publiques ou privées pour y recevoir l'éducation prmaire, élémentaire et militaire.

ART. 5. — Personne ne pourra être obligé de prêter son travail sans la juste rétribution et sans son plein consentement... L'Etat ne peut permettre l'accomplissement d'aucun pacte ou convention qui ait pour objet la diminution, la perte ou l'irrévocable sacrifice de la liberté de l'homme, que ce soit pour cause de travail, d'éducation ou de vœu religieux. La loi, en conséquence, ne permet pas l'établissement d'ordres monastiques.

L'ARTICLE 27 était relatif à toutes les possessions foncières, et ne concernaient pas seulement l'Eglise, mais tous les propriétaires des latifundia. Il disait notamment : « On prendra les mesures nécessaires pour le fractionnement des latifundia et pour le développement de la petite propriété... Les associations religieuses dénommées églises... ne pourront en aucun cas acquérir, posséder ou administrer des biens fonciers... Ceux qu'elles possèderaient actuellement, soit elles-mêmes, soit par personnes interposées, deviendront propriété de la nation... On déclare sujets à revision tous les contrats et concessions faits par des gouvernements antérieurs... qui auraient eu pour conséquence l'accaparement de terres...

ART. 130. — Le Congrès ne peut légiférer sur l'établissement ou la prohibition d'aucune religion.

Le mariage est un contrat civil...

La loi ne reconnaît aucune personnalité aux associations religieuses dénommées églises...

Les législatures des Etats auront la faculté de déterminer selon la nécessités locales le nombre maximum de ministres des cultes.

Pour exercer au Mexique le ministère d'un culte quelconque, il est nécessaire d'être Mexicain de naissance.

« Est strictement interdite la formation de toute espèce d'association politique dont le titre comporte aucun mot ou indication quelconque en relation avec aucune confession religieuse. On ne pourra pas célébrer dans les églises de réunions ayant un caractère politique. »

Or, qu'y avait-il de neuf dans cette Constitution qui exaspère le clergé ? Seulement deux dispositions : a) Les précisions relatives à l'enseignement, tendant à le protéger, surtout le primaire, contre l'action du clergé ; b) La limitation du nombre des prêtres.

Quant au reste, il ne fait que renouveler soit les lois de Réforme, soit des mesures prises par les rois d'Espagne (par exemple celle qui concerne les prêtres étrangers). La rébellion du clergé signifie donc tout simplement que ces mesures n'avaient jamais pu être appliquées sérieusement ; elle revient à confesser que l'Eglise avait réussi jusqu'alors à se tenir à l'abri des lois.

Les dispositions nouvelles, relatives à l'enseignement et au nombre des prêtres, ont par contre un caractère qui les rend particulièrement significatives : c'est qu'elles tendent à limiter l'action du clergé sur les masses. C'est ici que l'on voit poindre pour la première fois le problème de la culture.

(1) Déclaration de l'archevêque de Mexico, Mgr Mora y del Rio, en février 1926.

LA RESISTANCE DU CLERGE

Il serait trop long de narrer tous les incidents scandaleux qui ont marqué le récent conflit. L'attitude constante du clergé fut de se déclarer persécuté, de faire appel au Pape et à l'opinion étrangère (surtout des Etats-Unis), et de provoquer toute l'obstruction possible contre l'action du gouvernement. Le ton des prélats fut celui de toujours, celui qu'ils avaient adopté contre Comonfort : « Nous n'avons pas peur des prisons, proclamait, en mars 1926, l'évêque de Huejutla, nous n'avons pas peur des fusils assassins, mais bien des jugements de Dieu. Nous réprouvons, nous condamnons et nous anathématisons tous les crimes et attentats commis par le gouvernement... Nous étendons notre anathème à toutes les lois, à toutes les prescriptions contraires au droit divin, au droit naturel, aux règles sacrées de l'Eglise ».

La crise la plus violente éclata en 1926, sous la présidence du général Plutarco Elias Calles, ayant comme ministre de l'Intérieur Adalberto Tejeda, un des ennemis les plus résolus du clergé mexicain. L'étincelle qui mit le feu aux poudres fut le décret par lequel le Président, voulant mettre fin à l'agitation et à l'obstruction, rendait « de droit commun » les délits contre les lois relatives à la question religieuse, et les incorporait au Code Pénal avec les sanctions correspondantes. Ce décret, publié en juin, devait prendre effet à partir du 1er août.

Sentant la défaite proche, le clergé recourut à toute espèce de moyens, dont voici les principaux :

1° Appel au Pape. Le Vatican ne cesse de fulminer contre le gouvernement mexicain. La dernière encyclique contre celui-ci date du 30 septembre 1932 (Encyclique « Acerba Animi »). Inutile de souligner une fois de plus le caractère hypocrite de l'appel au Vatican de la part de cette Eglise qui sait si bien s'en passer en temps ordinaire ;

2° Appel à l'étranger. C'est ici qu'interviennent les « Chevaliers de Colomb », association catholique internationale, qui compte comme par hasard, dans ses rangs les pétroliers américains dont les immenses possessions au Mexique sont menacées par l'article 27. Aussi cet article, dont seul un paragraphe concerne l'Eglise, a-t-il toujours été combattu dans son ensemble par celle-ci. Voilà un cas bien net d'alliance du temporel et du spirituel ! Quoi qu'il en soit, les « Chevaliers » alertent l'opinion américaine, et vont jusqu'à demander à Washington une intervention armée.

3° Le « boycott ». La Ligue Nationale pour la Défense de la Liberté Religieuse au Mexique (on sait ce que veut dire en ce cas la liberté religieuse), publie un manifeste annonçant qu'elle va « paralyser la vie économique du Mexique » jusqu'au rappel des lois relatives au clergé. Cette paralysation devait être atteinte par une action concertée des catholiques, qui s'abstiendraient d'achats, de spectacles, etc. Ce plan, cela va sans dire, échoua complètement.

4° La suspension des cultes. Cette décision fut prise en juillet peu avant la mise en vigueur du décret Calles, et publiée en une lettre pastorale signée de 37 évêques et archevêques. Quiconque n'obéirait pas était menacé d'excommunication, de sorte que le 31 juillet tous les prêtres désertaient leurs cures et paroisses, non sans prendre avec eux les vases sacrés, ornements, etc... qui appartenaient au public et atteignaient, notamment dans la cathédrale de Mexico, des valeurs considérables. On voit par là que la répercution n'était pas à ces infortunés leur présence d'esprit ni leur sens pratique.

5° La rébellion armée. Elle éclate en divers points, soutenue par les prélats, dont beaucoup d'ailleurs se trouvent en sécurité à l'étranger. On se soulève aux cris de « Viva Cristo Rey ! » « Vive Christ-Roi », et de « Dieu et mon droit ». C'est à ces cris qu'une bande fanatique, le 19 avril 1927, attaque un train venant de Guadalajara, le fait dérailler et l'incendie ; de nombreux soldats fédéraux, des voyageurs, des femmes et des enfants, périssent dans les flammes. Pendant ce temps, les responsables fabriquaient des « oraisons » du genre de la suivante :

« Très Sainte Mère de Guadalupe, accompagne dans son agonie ce pauvre pécheur. Fais que mon dernier cri sur la terre et mon premier cantique dans le Ciel soit : « Viva Cristo Rey ! »

Et cette oraison était publiée avec la délicieuse note que voici :

« Nota : On recommande chaudement de réciter cet acte de contrition jusqu'à le savoir par cœur, pour pouvoir le réciter en soi-même avant d'entrer au combat ou d'être fusillé ».

Un des actes importants de cette lutte armée fut la mort du Président élu, le général Alvaro Obregon, assassiné le 17 juillet 1928, à San Angel (District Fédéral), par un jeune fanatique. L'enquête révéla que le revolver de l'assassin avait été béni par un prêtre.

LA SITUATION ACTUELLE

La guerre civile s'est apaisée. On n'entend plus le cri « Viva Cristo Fey » mêlé aux détonations des fusils et aux râles. La lutte a pris un caractère juridique, et il n'est pas dit que l'Eglise, avec sa traditionnelle souplesse, n'arrive à s'accommoder de l'état de choses présent.

La limitation du nombre des prêtres a été votée par la plupart des législatures, souvent avec une extrême sévérité. Dans l'Etat de Veracruz, gouverné, jusqu'à la fin de 1932 par Adalberto Tejeda, la limitation est de un prêtre pour 100.000 habitants, ce qui est énorme si l'on songe à l'immense étendue de cet Etat. Au Chiapas, Etat non moins vaste et de communications très difficiles, le nombre des prêtres admis est de 12. Dans l'Etat de Guanajuato, on en admet un pour 25.000 habitants. La proportion est donc très variable, mais, quelle qu'elle soit, le clergé a toujours protesté contre la limitation avec la dernière violence, alléguant qu'elle l'empêchait de porter la parole de Dieu dans les villages reculés. Ce dernier point est exact, mais il sera t bon de savoir si ces populations perdues étaient, avant la limitation, l'objet constant de la sollicitude du clergé. Or, il n'en est rien. La grande majorité des prêtres vivait dans les villes ou dans les gros villages ; quant aux Indiens éloignés des centres, on les visitait de loin en loin pour baptiser, confesser et marier en série, et pour récolter les redevances.

La limitation, en réalité, est loin d'obtenir ses pleins effets. On la tourne de toutes les façons : prêtres cachés par des particuliers, couvents clandestins, écoles mêmes. Les autorités en découvrent sans cesse, et sans doute le mal renaît de lui-même à mesure. Dans bien des cas, la complicité de tout un village garde le secret autour du prêtre clandestin. Il semble, par ailleurs, que le clergé commence à comprendre qu'il a avantage à céder pour la forme. Dans l'Etat de Veracruz, par exemple, les cultes étaient restés interrompus pendant tout le gouvernement de Tejeda, les prélats ayant refusé de se soumettre à la loi ; or, le 13 juin 1933, les évêques de Veracruz, Papantla, etc., s'adressaient au ministère de l'Intérieur, et se déclaraient prêts à reconnaître la loi et à reprendre les cultes. On peut voir là l'indice d'un changement de tactique.

Il va sans dire que la presse catholique continue à pousser les hauts cris et fait une propagande intense contre le gouvernement. On s'occupera de cette propagande plus loin.

On peut en tout cas se demander si les mesures gouvernementales sont bien efficaces ; et il ne semble pas qu'elles le soient beaucoup tout simplement parce que l'action officielle ne peut aboutir à rien si elle n'est soutenue par la mentalité et l'action populaires. Cela est particulièrement vrai d'un pays comme le Mexique, où bien des communautés vivent dans un très grand isolement ; par suite aucune mesure ne peut être appliquée de haut en bas, mais seulement en bas et par ceux-là mêmes qu'elle concerne. Autrement dit tout dépend de l'état d'esprit des Indiens. Or, il s'en faut que ceux-ci comprennent et appuient la politique gouvernementale. Pour eux, bien souvent, le prêtre clandestin est à plaindre, on le cache et on le protège contre les autorités. « Pobre padrito ! », « Pauvre petit Père ! » disent les Indiens, et la limitation n'atteint pas son vrai but, puisque, toléré ou poursuivi, le prêtre ne perd rien de son influence.

Ce qui se pose est donc un problème d'éducation. Rien ne sert de limiter le nombre des prêtres si l'on n'oppose au prêtre le maître d'école. Cette politique d' « incorporation de l'Indien » par l'école n'en est encore qu'à ses débuts. Malgré d'immenses efforts, le nombre des écoles est très restreint, celui des illettrés extrêmement grand, et la fréquentation scolaire est tout à fait mauvaise. Le maître, ou la maîtresse, envoyés dans des villages prodigieusement pauvres, sans communications avec l'extérieur, se trouvent devant des enfants qui ne comprennent pas un mot d'espagnol, qui souvent ignorent même qu'il existe un pays appelé Mexique et quel en est le mode de gouvernement. Faire de l'Indien un Mexicain est une tâche herculéenne.

Or le mouvement libéral qui, depuis le siècle dernier, est en lutte contre l'Eglise, et a fini par la faire reculer, n'est pas particulièrement qualifié par son histoire, ses tendances et sa tradition pour résoudre ce lourd problème de culture. Mouvement bourgeois, son esprit et ses moyens ont toujours été de l'ordre politique et juridique. Il avait pour but d'arracher à l'église ses latifundia et ses privilèges, non l'esprit de l'Indien. La politique mexicaine ne peut résoudre le problème culturel qu'en changeant d'orientation, en sortant de l'atmosphère libérale de « séparation » et de « neutralité », pour porter la lutte sur le terrain même de l'Eglise, sur le terrain de l'idéologie ; il lui faudrait combattre le clergé non seulement en tant que puissance économique et politique, mais en tant que puissance déformante agissant sur la culture des masses (1). Cela suppose que l'Etat lui-même prenne parti, qu'il formule sa propre idéologie ; ce que, en dépit des lamentations catholiques, il n'a pas fait : et on le soupçonne même de n'être pas capable de le faire (2).

En attendant, il n'est pas exagéré de dire que l'Indien mexicain, dans sa culture présente, appartient au clergé. Il serait donc essentiel de faire le point, pour mesurer l'influence de l'Eglise sur l'Indien, et surtout pour décider si les prétentions des catholiques sont justifiées, suivant lesquelles l'action de l'Eglise au Mexique aurait été hautement bienfaisante et civilisatrice .C'est là une enquête délicate ; il ne s'agit plus, comme je l'ai fait jusqu'à présent, de réunir et compiler des faits connus de tout le monde. Je parlerai maintenant comme quelqu'un qui a vécu dans des parties très différentes du Mexique, au milieu d'Indiens de diverses races ; comme quelqu'un qui a essayé de noter au jour le jour tous les petits faits ou incidents qui pouvaient jeter de la lumière sur cette obscure question : où en est la culture de l'Indien, et qu'est-ce que l'Eglise a fait pour elle ?

L'EGLISE ET L'INDIEN

L'affirmation très souvent répétée que les missionnaires, dans les premiers temps de la colonie, soutinrent l'Indien contre les exactions des conquérants, est loin d'être inexacte. Les « conquistadores », aventuriers sans scrupules et durs-à-cuire, prompts à brûler et à massacrer, trouvèrent plus d'une fois devant eux le missionnaire qui s'opposait à leurs violences. Plus tard encore, l'exemple de prêtres sensibles à la misère de l'indigène, comme l'évêque de Chiapa, Bartolomé de la Casas, se présente de loin en loin. Mais souvent l'action « apaisante » du clergé se bornait à apporter des secours spirituels, c'est-à-dire qu'il laissait pendre, mais prenait soin que l'on ne pendît que des baptisés. Ce fut le cas du dernier chef aztèque, Cuauhtémoc, exécuté sur l'ordre de Cortès, après une conversion plus que douteuse : ce qui permet maintenant à un journal catholique (« El Debate », numéro du 12 décembre 1932) de publier un article de teinte nationaliste et religieuse à la fois, où l'on se félicite hautement de ce que le héros indigène soit mort chrétien. De toutes façons, lorsqu'il ne fut plus question de violences qualifiées, mais seulement d'exploitation économique, non seulement le clergé se montra impuissant à faire disparaître celle-ci, mais encore y collabora activement pour son propre compte (voir le début de cet article).

Sans parler de nouveau de l'exploitation économique proprement dite, il y a lieu d'insister sur un autre phénomène non moins important : le DESEQUILIBRE économique produit par l'intervention de l'Eglise dans la vie de l'Indien. Le budget de celui-ci, cela va sans dire, est extrêmement réduit. S'il travaille comme peon sur le territoire d'une hacienda, il touche 20, 30 centavos par jour, au grand maximum un toston (50 centavos) soit, environ, de 1 fr. 20 à 3 francs. S'il possède un coin de terre, il l'exploite par des moyens primitifs, en tire un peu de maïs qu'il mange et un peu de blé qu'il vend ; cette vente ne lui rapporte que très peu d'argent liquide.

Jean DURIEZ.

(A suivre.)

(1) Une attitude radicale a été prise à cet égard dans l'Etat de Tabasco (Gouverneur : Tomas Garrido Canabal) où existent des écoles « rationalistes », et dans l'Etat de Veracruz sous le gouvernement d'Adalberto Tejeda. Les instituteurs de ce dernier Etat, en novembre 1932, ont formulé un projet où ils parlent de la nécessité de « faire disparaître le régime capitaliste » et se déclarent contre l'enseignement laïque neutre. Mais la politique de l'Etat de Veracruz, surtout depuis la fin du gouvernement de Tejeda, est combattue par le pouvoir central et par le parti révolutionnaire officiel ; elle ne représente en rien la politique mexicaine.

(2) Il y aurait beaucoup à dire sur l'imperméabilité des milieux politiques mexicains à l'égard du marxisme, qui serait la seule idéologie permettant de résoudre le problème culturel.

Nous savons que la révolution aura lieu le 25 octobre, juste le 25, ni plus tôt, ni plus tard. Le point central de la bataille sera Petrograd et Moscou. Là se décide presque tout.

C'est là-bas qu'on aura besoin de notre aide : nous devons leur dire que nous sommes prêts, que nous pouvons fournir nos meilleurs soldats, qu'ici, chez nous, nous sommes déjà vainqueurs !

Quand la première, la deuxième, la dixième, la centième ville dira qu'elle aussi a vaincu, qu'elle aussi est prête à donner son aide, c'est alors que la victoire sera complète. La campagne vaincra ensuite. Nous en avons la certitude et nous nous préparons fébrilement pour les journées décisives.

Pour le mois d'octobre, on a distribué aux ouvriers cinq livres de mauvaise farine par tête. Rien ne sera plus distribué. Il n'y a pas espoir d'un arrivage prochain. Impossible de se procurer quoi que ce soit, et d'ailleurs pour acheter il n'y a ni argent, ni produits. La situation n'est pas brillante.

Nous allons aux meetings, meetings de plusieurs milliers de tisserands, qui se réunissent dans les cours de leurs fabriques. Nous y allons, nous-mêmes affamés à en avoir mal au cœur, pour leur causer de la faim.

— Ouvriers ! chers camarades !... constatez vous-mêmes : où trouverons-nous du pain ?... La semaine prochaine, n'en attendez pas, il n'y en aura pas du tout... Plus tard... plus tard, peut-être, nous ne l'affirmons pas, mais nous espérons... Vous n'avez reçu, pour le mois d'octobre, que cinq livres de farine, c'est dur. Mais que faire, quand on ne sait où prendre le blé : nous ne mâchons que des épluchures de pommes de terre...

— Même des épluchures, nous n'en avons plus, gémit, dans la foule, une femme de tisserand.

Sourdement, une sombre et vieille voisine lui répond :

— Mon Dieu, qu'allons-nous devenir ?...

— Ce que nous allons devenir ? répète plaintivement une voix de femme : chez moi, depuis deux jours, les gosses restent sans manger.. Eh ! le parleur... à quoi bon les paroles, donne du pain, sinon je te maudis.

C'est une mère. Elle ne parle pas, mais, trépignant sur place, elle pousse des cris plaintifs, se lamente, agite ses bras. Sa patience est à bout, impossible de la persuader.

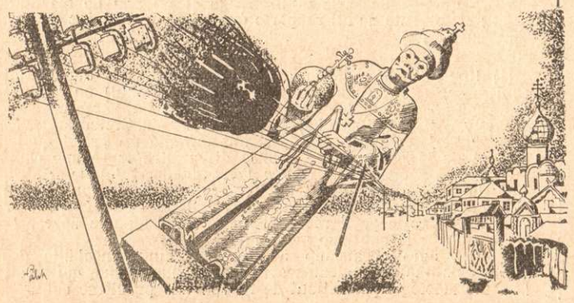
Les tisserands se dressent, mornes et graves ; ils comprennent la mère affamée ; ils ne l'empêcheront pas de soulager son cœur irrité par des cris, des menaces. Et nous nous taisons également.

Ainsi l'une après l'autre, se contaminant d'affliction, se rappelant les gosses en larmes, affamés et ressentant tout à coup avec plus d'acuité tout le poids des privations, les mères, les femmes de tisserands, épuisées de fatigue, implorent du secours crient et maudissent — qui ?... Elles-mêmes ne le savent pas. Elles sanglotent comme si elles pleuraient un mort...

Calmes, graves, sérieux, les tisserands restent immobiles...

Les minutes d'indignation, de plaintes, de protestations et de menaces passent.. La mer se calme, de nouveau on peut parler. Et on réussit à les persuader. Ils écoutent, confiants, sachant que de toute façon le secours viendra de quelque part, du Soviet, de ces hommes qui sont là, debout, à l'écart, et qu'eux-mêmes, les tisserands, ont choisi, auxquels ils ont confié leur vie. Contre eux ils peuvent maugréer, sur eux ils peuvent décharger tout le poids des peines et de la faim, des maladies, des privations quotidiennes : ils sont des leurs, ils ne s'offenseront pas.

Les bouchers essayaient aussi de se faufiler dans ces meetings aux heures orageuses de mécontentement et de menace. Ils n'étaint pas les derniers à crier, seulement à leur façon, en



JOURNÉES INOUBLIABLES

Inédit de FOURMANOV

vociférant... On les reconnaissait, on les sortait des cours ouvrières :

— Ne venez pas fourrer votre nez dans ce qui ne vous regarde pas. Nous discutons entre nous, on s'entendra sans vous...

Des paroles montent de la foule :

— Nous sommes environnés de mensonges et de trahisons. Le gouvernement est impuissant. Il n'arrête pas le carnage, il laisse les fabriques aux fabricants, il refuse la terre aux paysans... Allons-nous continuer à souffrir ? Nous sommes la force, nous pouvons tout !

— Et nous le montrerons... Mais seulement quand nous aurons pris le pouvoir !...

— Très bien, très bien !... exhalent des centaines et des milliers de poitrines. Tout le pouvoir aux Soviets !... à bas les ministres capitalistes ! A bas les social-traîtres !

Ils ont oublié la faim, ils ont oublié la misère. Mais les ouvriers sont là prêts à la lutte, dévoués jusqu'à la mort, conscients, inflexibles dans leur résolution...

Le moment approche. De nouvelles paroles sont jetées dans les dernières journées où se décide notre sort : la Russie prolétarienne se prépare au combat... Tisserands ? êtes-vous prêts ?

— Nous le sommes...

— Alors, rappelez-vous que d'ici peu chacun devra prendre sa place de combat !

La réunion est terminée. La foule, bruyante, houleuse s'est dissipée dans les différentes directions.

Les ouvriers étaient prêts pour la rencontre avec l'ennemi.

Au chemin de fer, au dépôt, dans les ateliers, des gens allaient et venaient, parlaient à voix basse. Ils abordaient les ouvriers, leur affirmaient la nécessité d'arrêter bien vite le mouvement parce qu'à Pétrograd et à Moscou des usurpateurs voulaient s'emparer du pouvoir du peuple. Il ne faut pas les aider, disaient-ils, il faut faire le vide autour d'eux, les isoler, et alors les vaillants junkers et le peuple libre les achèveront.

Ls ouvriers regardèrent stupéfaits ces agitateurs. Ils allèrent au comité rapporter tout cela à leurs militants. On voulut mettre la main sur ces discoureurs, mais ils disparurent et personne ne sut ni d'où ils étaient venus ni qui les avait envoyés.

Par ces journées d'octobre les cheminots d'Ivanovo-Voznesensk n'étaient pas moins utiles sur le réseau. Ils étaient en contact constant avec le Soviet des députés ouvriers et soldats, ils y avaient leurs représentants, ne faisaient rien qui puisse contrarier sa volonté, s'entendaient d'avance avec lui sur toutes les questions.

S'épuisant à la tâche, ils réparaient les locomotives et les wagons ; vérifiaient les trains en partance, les envoyaient à la recherche du pain... En pleine fièvre d'insurrection ils transportèrent à Moscou nos détachements ouvriers qui allaient prêter main forte...

Et les cheminots tenaient le même langage que les tisserands, ils étaient, eux aussi, prêts à l'action.

Dans la ville était cantonné le 199e régiment de réserve, composé de la 11e, de la 12e et de la 14e compagnies, mais seule la 11e était instruite et préparée... Eh bien ! même une seule compagnie, à l'occasion, peut faire pas mal de choses !

Il faisait froid dans les casernes, humides et sales...

— Soldats ! Camarades ! Il se peut que bientôt vous serez obligés d'agir... Le gouvernement lâche et pourri ne peut et ne veut pas donner au peuple travailleur ce qui lui appartient de droit...

— Il aurait fallu l'abattre depuis longtemps s'écria quelqu'un de la masse grise.

— A bas les traîtres !

D'une chambrée à l'autre, dans l'immense bâtisse glacée, des mots d'ordre menaçants montaient, des malédictions s'échappaient, et la masse des capotes grises faisait le serment de marcher au combat...

— Nous comptons sur vos armes, camarades, on en aura bientôt besoin pour défendre le pouvoir de soviets...

— Vivent les Soviets ! salua quelqu'un dans un silence soudain.

Et la masse indomptable cria enthousiaste :

— Hourra !... Hourra !... Hourra !...

— Vivent les Soviets ! encore une fois lança la même voix.

Nouvel orage de cris, d'enthousiasme, de serments enflammés.

Les soldats étaient avec nous...

C'est ainsi qu'à la veille des grandes journées nous préparions tisserands, cheminots et soldats... Bientôt ils leur fallut combattre, non pas ici mais à Moscou, où on les envoya en renfort.

Comment ne pas vaincre avec cette force ? Qui pourrait la dominer ? Pas un instant nous ne doutons de la victoire. Le jour approche... Le soir approche. Nerveux, nous attendons le signal, des instructions définitives. Elles arrivèrent.

Le Soviet des députés ouvriers et soldats se trouvait dans la maison de Polouchine, rue des Soviets — c'était le meilleur emplacement à l'époque. On était à proximité de partout : la gare était à deux pas et les fabriques toutes proches : de Bouryline, Polouchine, Derbenev, Gandourine, Ivan Gareline, Zoubkov — chaque usine à six minutes de marche. Il le fallait. C'est là que le Soviet puisait continuellement son énergie, trouvait le nécessaire. Il recevait là des indications utiles, s'informait des espoirs. Tout venait de là. Les fabriques étaient les points d'appui de la puissance du Soviet dans la ville.

Aux assemblées du Soviet, il y avait toujours une foule innombrable et tumultueuse. Au cours des six séances qui se prolongeaient souvent jusqu'au matin, on débattait toutes les questions possibles : si le coton, le fer, le bois, la teinture manquaient dans une fabrique ; si un « vol » avait été commis ; si quelqu'un avait été outragé ou battu, ou chassé, ou puni arbitrairement ; si un espion avait été puni, si des contremaîtres s'étaient conduits grossièrement à l'égard des ouvriers, ou si l'idée d'organiser un asile pour enfants était venus à quelqu'un ; si des anarchistes s'étaient emparés d'une maison de riche, ou si des paysans avaient démoli un château.

Aucune question ne restait hors du Soviet : tout venait devant lui.

La réunion du Soviet était fixée au 25, à 6 heures du soir. Je ne me rappelle pas les questions qu'on y débattit, mais seulement de l'atmosphère qui était extraordinaire : on discutait avec chaleur, violemment, sans que cela correspondit au fond des questions ; on s'excitait sans raison, on réagissait à tout propos d'une façon maladive ; on lançait des répliques mordantes ; les opposants sursautaient sur les bancs comme des bulles de savon sur l'eau... et disparaissaient.

Pourtant, il était évident que toute les questions traitées n'étaient pas primordiales, qu'on voulait seulement se soulager le cœur qui bouillait d'impatience et d'envie de parler de ce qui était essentiel, de ce que les délégués réunis là attendaient.. car on était le 25... Peut-être le matin... peut-être la nuit ce serait la révolution... Et peut-être même qu'à l'heure actuelle, là-bas, les canons grondent, les mitrailleuses crépitent, les ouvriers avancent en colonnes, et le sang de nos frères coule... On voudrait savoir le plus vite possible ! Savoir, d'un coup, tout. On serait soulagé...

Trois fois j'ai tenté d'avoir Moscou par téléphone, en vain. Enfin on m'a donné la rédaction des « Izviestia » et là on m'a transmis des paroles d'une force poignante :

— Le gouvernement provisoire est renversé !

Je me souviens à peine de mon état : je me précipitai dans la salle, j'interrompis les discussions, un silence absolu se fit et, scandant chaque mot, j'ai jeté dans la foule des délégués :

— Camarades, le gouvernement provisoire est renversé !...

Un instant après la salle bouillonnait. On criait ce qui venait à la tête : des malédictions, des félicitations. On se serrait les mains, on sautait sur les bancs, d'autres applaudissaient, trépignaient, frappaient avec des bâtons sur les bancs et les murs, hurlaient d'une voix aiguë : « Camarades !... Camarades !... Camarades ! » Un serrurier emporté saisit une chaise massive et faillit la lancer de toutes ces forces dans la foule... Des cris, des exclamations, des échos de chansons, tout s'unissait en un bruit dense et incohérent...

Quelqu'un s'écria :

— L'INTERNATIONALE.

Et soudain du chaos jaillirent, s'élevèrent et grandirent les accents de l'hymne sacré... Nous chantions souvent notre hymne à l'époque, nous l'avons chanté plusieurs centaines de fois depuis, mais je ne me rappelle pas un autre jour où nous l'avons chanté de cette façon : avec une force qui croissait en nous-mêmes, un enthousiasme débordant, une fougue exceptionnelle, une foi neuve et profonde dans chaque mot.

Debout, les damnés de la terre,
Debout, les forçats de la faim,
La raison tonne en son cratère
C'est l'éruption de la fin.
.....
C'est la lutte finale
Groupons-nous....

Nous n'avons pas seulement chanté : nous voyions devant nous, dans la réalité, comment se levaient, marchaient les colonnes ouvrières pour cette lutte mortelle et finale ; nous entendions déjà les appels redoutables, nous entendions les commandements sévères, scandés, brefs, durs, nous entendions le bruit, le cliquetis des armes... Oui, c'étaient bien des colonnes ouvrières qui se levaient...

Les ouvriers ont vaincu. Les ouvriers ont pris le pouvoir... L'ennemi est battu, « les corbeaux, les vautours ont disparu ».

Et le soleil brille... L'hymne qui nous guidait devient réalité ; l'hymne cher, sacré, que chantaient clandestinement des esclaves, pour lequel on traquait, déportait, pendait, torturait dans les prisons, cet hymne, abreuvé du sang des martyrs, ne peut mentir... L'heure est venue, notre heure. Nous l'attendions.

Vie nouvelle, nous te saluons !...

Extrait du **Feu** (inédit en français) de D. Fourmanov. Traduit du russe par Hélène Malichéva.

LES INTELLECTUELS DEVANT LA RÉVOLUTION

Sous le titre « Où va la Révolution Russe », Marcel Martinet a publié une brochure à la Librairie du Travail. Avec modération, mais sans faiblesse il expose l'Affaire Victor Serge **et réduit à néant les « accusations » plus ou moins formulées contre Serge.**

Dans le trop court extrait que nous publions les intellectuels « révolutionnaires » sont, sans échappatoires possibles, placés devant leurs responsabilités. A « Masses » nous ne pouvons que nous solidariser avec les idées défendues par Marcel Martinet et le remercier les avoir si clairement et si courageusement exprimées en ce temps où le vrai courage est si rare chez les intellectuels.

Mais revenons aux assertions suivant lesquelles sous peine de passer à la contre-révolution, il faudrait, les yeux fermés, dire « Amen » et « Tout est bien, tout est parfait » à tout ce que décrète l'Etat russe.

Ce petit chantage, amical ou menaçant ne nous trouble aucunement.

Nous ne sommes pas surpris de constater une telle attitude chez les intellectuels bourgeois qui désespérant de leur culture et du destin de leur classe, viennent de débarquer dans la révolution comme dans un dernier refuge. Sur cette terre inconnue, leurs pas sont mal assurés et, pénétrés de leur aveuglement passé, ils croient n'avoir rien de mieux à faire qu'à « suivre le guide » tout aussi aveuglément. Ils se soucient moins des humbles et grands travaux auxquels doit faire face le prolétariat ce redoutable compagnon qu'ils viennent de découvrir, que des étranges séductions de la nouvelle aventure qui les entraîne. Comment les meilleurs croiraient-ils mieux servir que par une orgueilleuse soumission ?

Cette attitude ne nous surprend pas, mais nous pensons qu'ils se trompent, nous pensons qu'ainsi ils servent très mal la révolution — c'est-à-dire la cause des ouvriers — aussi mal parfois que lorsqu'ils la combattaient. C'est pour eux que Victor Serge lui-même écrivait par avance, dans **Littérature et Révolution :** « Les intellectuels qui, dans leur désir de servir la révolution, se laissent aller à une sorte de conformisme révolutionnaire, manquent en réalité à un devoir essentiel envers la révolution, témoignant de la difficulté qu'ils éprouvent à la comprendre révélant qu'ils la considèrent encore de l'extérieur, en spectateurs sympathiques, et non du dedans en acteurs. Ils manquent de clairvoyance ou de courage civique, selon le cas. » Si la révolution ne nous demandait que de baisser la tête et de suivre le guide en psalmodiant que le guide est infaillible, ce serait trop commode et ce ne serait pas la peine d'avoir quitté un catéchisme pour en prendre un autre. Elle a des exigences plus rudes et d'abord celle-ci, qu'il faut toujours dire la vérité. Ce n'est jamais facile mais ceux qui ne veulent plus de la vérité, qui la cachent aux autres et se la cachent à eux-mêmes, sont pour la révolution des alliés détestables. Quant à ceux qui, ayant vécu dans les rangs révolutionnaires, acceptent cette domestication, le bluff criminel et le mensonge par ordre, il ne faut pas parler de leur aveuglement mais de leur lâcheté.

Ceux qui nuisent à la révolution, ce ne sont pas ceux qui, toute leur vie placée à l'intérieur de la révolution, osent dire, que cela plaise ou non ce qu'ils pensent des buts et des méthodes en cours, ce sont ceux qui — pour combien de temps ? — approuvent tous les mots d'ordre dictés du Kremlin affaiblissent les prolétariats par une gymnastique désordonnée et par des enthousiasmes fabriqués et creux. Ce ne sont pas ceux qui disent la vérité aux ouvriers, ce sont ceux qui la leur cachent. Voilà plus de dix ans, alors que la révolution de Lénine était encore menacée de partout, Romain Rolland s'inquiétait de ce qu'il existait une armée rouge et de ce que des hommes étaient enfermés dans les prisons soviétiques, il demandait aux intellectuels français de défendre toujours et partout, **la liberté.** Il leur criait : « Ne vous endormez jamais ! Ne transigez jamais ! Ne pactisez jamais avec l'injustice et le mensonge ! » Alors contre lui, je remarquais la « liberté » avec laquelle les révolutionnaires russes en danger se critiquaient, à l'intérieur de la révolution, sans se ménager les uns les autres et je soutenais, comme un devoir inconditionnel notre solidarité totale avec la révolution ainsi comprise. Aujourd'hui, avec Rolland et contre Rolland s'il le faut, pour le salut de la révolution toujours je demande la liberté pour les révolutionnaires de défendre, à l'intérieur de la révolution, les buts et les méthodes que leur semble réclamer le salut de la révolution. Je soutiens la cause que j'ai soutenue en 1922 et toujours. Des intellectuels qui « sympathisent » avec la révolution peuvent croire qu'elle est un bloc dont ils ne font pas partie et qu'il leur faut accepter ou rejeter en bloc. Des révolutionnaires qui n'ont d'autre ambition que de servir le prolétariat savent qu'ils ont le devoir, dans le bloc révolutionnaire dont ils font partie d'exiger que soit dite la vérité, si dure soit-elle. Non, nous ne desservons pas la révolution en demandant que la liberté soit rendue à Serge nous la servons et, si c'est nuire à l'Etat russe tel qu'il est devenu, c'est que l'Etat russe ne serait plus, lui au service de la révolution.

Marcel MARTINET.

L'élection de François Mauriac

Sans doute n'importe quel groupe d'hommes se divise et se divisera éternellement en jansénistes et en jésuites. Est-il permis de choisir ? Je l'ignore, et au surplus cela importe assez peu. Pendant longtemps M. François-Mauriac avait paru indécis : son admiration fervente pour Pascal d'une part, mille sollicitations pressantes de l'autre le tenaient en suspens. Mais voici qu'il vient, non pas de choisir, ce choix était sans doute prononcé dans son cœur, et de nombreux témoignages nous en avertissaient, mais de passer ouvertement dans le camp des jésuites.

Ce nouveau symptôme de décomposition du christianisme ne manque pas d'intérêt. L'Eglise a, chaque jour de façon plus étroite, partie liée avec le temporel sous sa forme moderne. Le phénomène n'est pas nouveau, mais ce qui l'est, c'est la docilité de ses membres, leur absence totale d'héroïsme, leur terreur de risquer. Ils entendent gagner à tout coup : sur terre et dans le ciel. Si leur dieu est à l'image de ces chrétiens modernes, ils peuvent en être assurés.

Mais où êtes-vous abbaye de Port-Royal avec vos murailles rasées, esprit de révolte contre la Cour, censeur hautain des débauches royales, héroïque citadelle de l'intelligence irréductible dure condamnation du pacte, du compromis, de la lâcheté, du bien-être ? Voici vos plus hautes vertus intellectuelles entre les mains des laïcs, des athées : Marx, Lénine, Trotsky, en face des chrétiens « des cérémonies et des états d'âme . Où sont les pharisiens ? Ceux qui jouent leur vie sur une seule couleur et presque toujours la perdent, au sens habituel du mot, ou vous, chrétiens modernes ? Où sont ceux qui ont la haine du pauvre sous une charité de façade et appuient de toutes leurs forces sur la meule qui écrase les meilleurs ?

Il est des écrivains qui ne se chargent que d'un devoir, celui de leur tâche, qui ne va pas, parfois, sans héroïsme, mais celui qui a ajouté à son œuvre pour lui donner son sens un sens plus profond qui la dépasse, et que l'auteur déclare être sa préoccupation dominante, est-ce de la naïveté cet étonnement que nous cause sa vie de chrétien qui agit comme tout le monde ?

Des révolutionnaires dont nous parlions, pour prendre des exemples éclatants, et du chrétien Mauriac, où sont le dédain, le rejet des « vanités de ce monde », la vie entière consacrée à un but malaisé à atteindre, dangereux à poursuivre ? Où sont la probité intellectuelle, l'abnégation, sur votre siège ou dans l'exil de ces hommes, chassé de pays en pays, supportant allègrement la misère et la prison ? Cette duplicité du chrétien me paraît plus que toutes les autres, odieuse. Pour attaquer ces hommes ou leurs idées — ce n'est pas à un politicien que ceci s'adresse, mais à un moraliste — comme vous le faites, croyez-vous en avoir le droit, que vous êtes à la hauteur de ces révolutionnaires, que vous avez apporté à défendre votre « vérité » chrétienne, l'ardeur, le renoncement qu'ils ont mis à défendre la leur ? Je crains que nous ne soyons loin de compte.

Il est bien que la dégénérescence d'une idée soit suivie de l'abaissement de courage de ceux qui la défendent; les meilleurs se détournent ou se retirent d'où toute chaleur est absente; les idées de tout repos n'ont aucune chance de séduire les meilleurs, les plus ardents des hommes. Le christianisme de Mauriac apparaît surtout, aujourd'hui, comme physiologique, personne n'a aussi subtilement, avec un art pareil, tiré autant de matériaux vivants de sa faiblesse que ce grand écrivain, il l'a subtilement transformée en force dans ses livres, mais seul un surcroît de force réelle, une exubérance de santé morale et physique peut lancer un homme dans une partie dangereuse, le pousser à s'éloigner des valeurs qui ont cours sans contrôler si elles sont réelles, l'empêcher, selon l'admirable parole de Gide « par propreté intellectuelle de rouler au pied de l'autel », elle seule peut conférer cette terrible lucidité; pour les autres ils aspirent avant toute confrontation au repos, à la considération, aux certitudes, ils ont trouvé avant que de chercher

Mauriac avait choisi depuis longtemps son débat avec lui-même; il vient de rendre sa réponse publique, retentissante. Tout est très bien ainsi, car il eut été dommage que la vieille idée chrétienne eût encore assez de vitalité pour attirer à elle des âmes vigoureuses, combatives, absolument désintéressées. Ce n'est plus à l'ombre de l'église qu'il convient de chercher les Pascal.

MARC BERNARD.

PHYSIQUE ET MATÉRIALISME

La place des théories de la relativité physique dans une synthèse matérialiste

La question que nous nous proposons d'examiner ici est la suivante : La révolution opérée dans la physique par les théories de la Relativité dues principalement à Einstein remet-elle en question les bases d'une philosophie matérialiste comme celle qui est liée au Marxisme ou leur fournit-elle au contraire de nouveaux points d'appui ? Elle dépend d'un problème plus général : la place des nouveaux aspects de la science moderne dans une synthèse matérialiste.

Nous présupposons, bien entendu, que la question a un sens et nous savons parfaitement qu'on l'a nié souvent. C'est affaire de définition et de points de vue. Partant d'un point de vue idéaliste, on dira que la philosophie n'a rien à voir avec les révolutions de la science et qu'en particulier la métaphysique n'a rien à voir par définition avec la physique. Partant d'un point de vue résolument matérialiste, nous refusons d'admettre un au-delà des connaissances que nous donnent les sciences et en particulier nous refusons toute espèce d'objet à une discipline étrangère à la science appelée métaphysique. Cependant nous ne confondons pas la Philosophie avec la métaphysique et nous admettons que la philosophie peut être la synthèse des différents aspects de la science.

Pour départager les points de vue, nous nous croyons en droit d'accuser nos adversaires idéalistes d'inconséquence, si ce n'est de mauvaise foi. En effet, ils ne se sont réfugiés (par ex. Lucien Fabre dans son livre sur la Relativité) dans cette position commode selon laquelle la Physique est étrangère à la métaphysique qu'après que les plus illustres métaphysiciens tels que M. Beyron et d'autres seigneurs de moindre importance tels que M. Maritain se soient cassés les dents, en abordant le problème par l'autre bout.

Nous tenons également pour un fait acquis que les théories relativistes, après avoir rencontré une résistance bien compréhensible mais trop souvent liée à des considérations extra-scientifiques telles que celles de la race et de la nationalité de leur auteur (Duhem et M. Bonane en France se sont particulièrement déshonorés dans ce genre d'exercice) ne sont plus contestées par personne de sérieux dans le monde scientifique. Il est bien clair par ailleurs que le retournement opéré en Allemagne à leur sujet, n'a rien à voir avec la science.

LA VARIABILITE DE LA MASSE MET-ELLE EN QUESTION L'EXISTENCE DE LA MATIERE ?

On a parfois cherché à tirer de la physique relativiste un argument, à vrai dire d'une naïveté déconcertante contre le matérialisme. La physique relativiste aurait sapé la base de toute philosophie matérialiste en établissant... l'inexistence de la matière !

Cet argument s'appuie sur les données suivantes. La caractéristique de la matière pour l'homme ordinaire c'est avant tout la résistance qu'il rencontre lorsqu'il veut déplacer un corps. De même pour la physique classique la propriété fondamentale de la matière, c'est de posséder une masse d'inertie, c'est-à-dire d'opposer une résistance déterminée, la même pour chaque corps, à l'accélération que tend à lui imprimer une force. La masse d'inertie est ainsi une constante spécifique attachée à chaque élément d'un système matériel. C'est quelque chose opposé à un accroissement de vitesse devenue grande. C'est la raison pour laquelle il y a dans la nature une vitesse limite qui est celle de la lumière. Si nous ne nous apercevons pas pratiquement de ces variations de la masse, c'est parce que nous opérons ordinairement à des vitesses très petites par rapport à celle de la lumière (300.000 km. par seconde), trop petites pour que la différence soit sensible. La variation de la masse devient par contre un résultat expérimental tout à fait sensible dans les expériences sur les corps radioactifs où l'on assiste par suite de la désintégration de l'atome à des jets de projectiles constituant les diverses radiations radioactives qui se font à des vitesses énormes proches de celles de la lumière.

On en conclut triomphalement (par Einstein lui-même bien sûr) que le matérialisme serait une illusion liée au caractère borné de notre expérience ordinaire. Ce serait la transposition en philosophie d'un préjugé de l'homme ordinaire qui croit que la masse d'un corps est invariable.

Il serait extrêmement aisé de retourner l'argument et de montrer que la variabilité de la masse entendue au sens relativiste, résout une des difficultés de la Physique classique, qui semblait être insoluble dans une interprétation purement matérialiste. La physique classique admet, en effet, à côté de la masse, attribut caractéristique de la matière, l'énergie qui paraît immatérielle (un système d'ondes concentriques produit dans l'eau à la suite d'une perturbation est pour la physique classique un transport d'énergie et non de matière). La dualité de la masse et de l'énergie ouvre une petite porte au spiritualisme dualiste dans la physique classique. Dans la physique relativiste, cette difficulté est levée. La masse, cessant d'être invariable et devenant fonction de la vitesse, devient fonction de l'énergie et se confond même avec elle. L'énergie par suite prend les caractères de la masse, c'est-à-dire qu'elle devient matérielle au sens étroit du mot. Einstein a démontré, et l'expérience l'a confirmé, que la lumière était pesante.

Seulement là n'est pas la question et l'argument que nous discutons se caractérise surtout par une remarquable ignorance de la question. Le matérialisme n'a pas partie liée avec la constance de la masse pas plus d'ailleurs qu'avec le caractère absolu ou relatif de telle ou telle grandeur physique particulière. Le matérialisme a partie liée avec l'existence de la réalité physique, ce qui est tout différent.

Le matérialisme n'est pas la philosophie du sens commun qui si elle est réaliste (admettant l'existence des choses hors de nous) n'en est pas moins dualiste et spiritualiste (admettant également l'existence des esprits distincts hors de nou). C'est la philosophie de la science liée à l'existence de l'objet de la science.

Le jour où la physique aura établi l'inexistence de la réalité physique et par là-même la vanité de ses recherches, où elle se sera suicidée en tant que science, ce jour-là et ce jour-là seulement on pourra dire que les bases scientifiques de la philosophie matérialiste sont compromises. Il ne restera plus aux matérialistes qu'à aller brouter les pâturages du néant (1), en compagnie du troupeau des métaphysiciens idéalistes. Mais ce jour-là n'est pas encore arrivé.

LE SYSTEME RELATIVISTE IMPLIQUE L'EXISTENCE DE LA REALITE PHYSIQUE

Mais dira-t-on, malgré tout n'est-ce pas cela qui est arrivé ? Les relativistes n'ont-ils pas établi sur la base de l'expérience et de la théorie, que la science était relative, que les mesures des distances spatiales et temporelles étaient relatives, enfin que tout est relatif ? Ne rejoignent-ils pas ainsi sur la base de la science les conclusions philosophiques de l'évêque idéaliste Berkelen selon lequel l'existence consiste à persévérer ou à être perçue pour quelqu'un. Si tout devient relatif, si tout dépend du point de vue de l'observateur et en particulier du fait qu'il est en repos ou en mouvement, que devient la réalité physique ? Ne cesse-t-elle pas d'exister ?

Toutes cette argumentation serait juste... si elle ne contenait pas un contre-sens perpétuel sur le sens du mot relativité et sur le fameux principe où ce mot figure. Le principe de Relativité ne veut pas dire que tout est relatif, mais justement le contraire.

Prenons un exemple dans la physique classique, pour mieux nous faire comprendre. Le principe de relativité de la physique classique veut dire que rien ne permet de distinguer un système au repos d'un système en état de mouvement de translation rectiligne et uniforme. Il suffit d'avoir voyagé dans un train pour se rendre compte de l'évidence de ce principe. Le mouvement et le repos sont donc relatifs. C'est-à-dire que l'on peut choisir arbitrairement ce qui est en repos ou en mouvement. S'il n'y a pas trop de cahots, je puis admettre tout aussi bien que c'est la voie qui se déplace par rapport à moi, ou que

(1) Un remarquable métaphysicien allemand, Martin Heidegger, le dernier astre levé au ciel de la philosophie idéaliste, naziste au surplus, considère en effet que la métaphysique dans la mesure où elle se distingue de la science qui étudie ce qui est ne saurait être qu'une méditation sur le néant. Nous le concédons bien volontiers.

c'est moi qui me déplace par rapport à la voie. C'est équivalent. Plus généralement, je ne puis parler d'un mouvement qu'en le reportant à des points de repère fixes ou supposés tels. Or il est impossible de trouver dans la nature des points de repère absolument fixes. Lorsque je me crois dans une position de repos sur la terre, je me déplace en réalité avec le mouvement de la terre par rapport au soleil qui, dans de petites limites, peut être considéré comme un mouvement de translation rectiligne et uniforme. Je suis au repos sur la terre comme je suis au repos dans un train, ni plus ni moins.

Qu'est-ce que tout cela veut dire, en définitive ? Que les lois de la nature sont les mêmes dans le système au repos que dans le système en mouvement, que les lois de la nature ne dépendent pas de la position de l'observateur. Loin d'abolir l'existence de la réalité physique, le fameux principe de Relativité en fournit au contraire une définition, et une définition qui se place exactement aux antipodes de celle qu'admettent les idéalistes, une définition que l'on peut énoncer ainsi : la réalité physique, c'est ce qui est indépendant des conditions particulières de l'observation, c'est ce qui ne varie pas, ce qui est absolu au sens précis du mot, ce sont les lois, c'est-à-dire les relations en vertu desquelles les différentes pièces du système de l'univers dépendent les unes des autres, tandis qu'elles ne dépendent pas de nous.

La physique classique admettait le principe de Relativité avec une restriction. Elle ne l'étendait pas au mouvement accéléré (dans un train on se rend compte qu'on est en mouvement lorsqu'il y a un changement de vitesse et que l'on est soumis à des forces d'inertie). Elle l'admettait sous sa forme classique pour les lois de la mécanique, mais elle hésitait à l'étendre même sous cette forme aux lois de l'électromagnétisme dont les lois de la lumière sont un cas particulier. La résolution einsteinienne a consisté à faire litière de cette restriction et de ces hésitations. Le principe de relativité sous sa forme classique a été étendu aux lois de l'électromagnétisme et sous une forme nouvelle aux systèmes en mouvement accéléré. Dans ces conditions, la loi de la pesanteur, qui n'était pas toujours vraie dans n'importe quel système devient toujours vraie (dans un système en mouvement de chute libre comme le célèbre boulet de Jules Verne, les effets de la pesanteur newtonienne ne sont plus observables).

Dans cette aventure, les mesures de l'espace et du temps ainsi que la masse, ont perdu leur caractère absolu : le temps ne coule plus avec la même vitesse dans tous les lieux de l'univers en mouvement par rapport les uns aux autres et la longueur spatiale se raccourcit dans le sens du mouvement. Il est arrivé à l'espace quelque chose d'encore plus fâcheux : il a perdu le caractère euclidien de sa métrique. Mais ce ne sont là que les à-côtés pittoresques du système.

L'essentiel c'est que le caractère d'indépendance de « toutes » les lois de la nature à l'égard des conditions particulières de l'observation est affirmé sans restriction et sans hésitation, ce que ne faisait pas la physique classique. L'existence de la réalité physique et par suite le matérialisme ne sauraient trouver une assise plus solide que celle que leur donne la révolution relativiste.

LA PHYSIQUE RELATIVISTE CONTRE LE SPIRITUALISME ET L'HYPOTHESE DIEU

La physique relativiste ne permet seulement pas au philosophe matérialiste de se retrancher derrière une position de défense de la réalité physique. Elle lui permet d'engager résolument l'offensive contre ses éternels adversaires : le spiritualisme et le théisme.

En effet, en quel sens y a-t-il des choses relatives dans la physique relativiste ? Pour les philosophes idéalistes qui sont par là même spiritualistes puisqu'ils réduisent l'existence du monde à l'existence de l'Esprit ou des Esprits, il y a une relativité de tout ce que nous connaissons aux conditions idéales et immatérielles de la Connaissance. C'est à l'affirmation de cette relativité essentielle que certains philosophes universitaires qui représentent la lignée bâtarde et émasculée de Kant comme M. Brunschwieg voudraient réduire toute la philosophie.

Est-ce en ce sens que la physique relativiste parle de choses relatives comme les mesures de l'espace ou du temps qui varient selon les conditions de l'observation ? Pas le moins du monde. Il ne s'agit plus d'une relativité aux conditions idéales et immatérielles de la connaissance, mais au contraire d'une relativité aux conditions « matérielles » de la connaissance. Prenons comme exemple la fameuse contraction de la distance d'espace dans le sens du mouvement. L'observateur ne pourra pas le repérer et ainsi il ne pourra pas savoir s'il est en repos ou en mouvement. Pourquoi ? Parce qu'il est lui-même avec tout l'appareil de ses instruments de physique un système physique entraîné dans le mouvement, parce que ses instruments de physique, au nombre desquels il faut compter non seulement la règle dont il se sert mais son œil qui fait partie de son organisme physique subissent exactement la même contraction. Par ce qu'en définitive, il n'est pas un pur esprit, qui observe le monde du dehors, comme s'il n'en faisait pas partie, comme s'il n'était pas lui-même un être physique.

L'affirmation de la relativité essentielle des mesures de l'espace et du temps n'est donc pas une affirmation idéaliste et par suite spiritualiste. Elle équivaut à dire que l'observateur fait lui-même partie de ce qu'il observe, qu'il ne doit pas oublier lorsqu'il fait de la physique, qu'il est lui-même un être physique. S'il n'y a pas de mesures absolues, c'est parce qu'on ne peut mesurer le monde que du dedans et non du dehors, parce que comme le disait le vieux Spinoza, l'homme n'est pas dans la nature comme un empire dans un empire, parce qu'il n'est lui-même qu'une partie de la nature, qui ne peut pas ne pas se plier aux lois de l'ensemble du système. C'est juste l'opposé de la relativité telles que l'entendent MM. les philosophes idéalistes.

Mais, dira-t-on, les physiciens classiques, en particulier Newton, qui admettaient le caractère absolu des mesures du temps et de l'espace, l'avaient-ils donc oublié ? Se plaçaient-ils pour définir les lois de la nature au point de vue d'un pur esprit, affranchi de toute dépendance à l'égard de la matière, au sens où l'entend le catéchisme ? On connaît la célèbre réplique de Laplace à Napoléon, qui lui demandait, après s'être fait expliquer le système du monde, quel rôle il faisait jouer là dedans au nommé Dieu. Le savant répondait dignement qu'il n'avait pas eu besoin pour expliquer le monde de cette hypothèse dont le tyran avait besoin pour gouverner les hommes. En réalité Laplace avait tort. Il admettait implicitement cette « hypothèse », sans s'en douter en acceptant le système newtonien du temps et de l'espace absolu. Newton lui-même croyait d'ailleurs en Dieu et Dieu était une pièce essentielle de son système de physique. Newton établissait les lois de la nature en partant du temps et de l'espace absolu, en se plaçant en dehors des conditions matérielles de l'expérience, donc en se plaçant au point de vue de Dieu. Il admettait un système de référence privilégié, lié au soleil et à trois étoiles fixes, une sorte de fauteuil dans lequel le bon Dieu était installé et d'où il pouvait observer le monde dans une position de repos meilleure que le nôtre, pauvres hommes qui sommes entraînés, sans nous en apercevoir, par le mouvement de la terre.

Einstein a opéré en physique une sorte de révolution démocratique. Il a aboli le privilège monarchique de l'un des systèmes de référence pour l'énoncé des lois de la nature. Il n'y a plus de système privilégié. Tous les systèmes de référence jouissent de droits égaux pour l'énoncé des lois de la nature. Le roi est détrôné et le bon Dieu aussi, cette projection fantastique dans le ciel de l'Univers du roi installé sur un petit carré de l'univers.

Il complète en réalité ainsi la révolution commencée par Newton lui-même. Newton avait déjà porté un coup terrible à l'imagination religieuse en montrant que ce sont les mêmes lois qui régissent la chute d'une pomme sur la terre et la gravitation des astres dans l'univers, en montrant que parler d'ici-bas et de là-haut, en supposant qu'il y a là-haut des propriétés distinctes qui n'ont rien à voir avec celles d'ici-bas (supposition liée à la physique d'Aristote adoptée par l'Eglise au moyen âge) n'a aucune espèce de sens. Mais il avait conservé Dieu en limitant ses prérogatives par une sorte de Charte Constitutionnelle des Lois de l'Univers que le bon Dieu a faites mais qu'il doit respecter.

Einstein renverse le trône, c'est-à-dire le système de référence privilégié, il chasse de Roi de l'Univers, c'est-à-dire Dieu de la Physique. L'Univers d'Einstein devient la république démocratique des systèmes de référence, où personne, c'est-à-dire aucun lieu de l'Univers, n'est privilégié.

Le système de la Relativité est la première édition d'une physique complètement expurgée de l'hypothèse Dieu. En agissant ainsi, Einstein n'abolit pas l'œuvre de son glorieux devancier Newton. Pour employer le langage hégélien, dans ce qu'il a de bon, il la dépasse en le conservant. A Einstein va toute la gratitude des matérialistes qui s'honorent de le compter parmi les leurs au moins dans le domaine des sciences de la nature (car il n'en est pas de même, hélas ! dans le domaine des sciences de l'homme). La révolution est faite dans le Ciel. Il s'agit maintenant de la faire sur la terre.

A. PATRI.

LIBRES CRITIQUES

CRISE, par Edouard Peisson.

Cette légende est une peinture assez exacte de l'homme sociable s'il n'a ni argent, ni bien ; mais qui, dès qu'il a un avoir, est possédé d'un esprit de lucre le rendant indifférent aux misères de ceux qui lui ont amassé ce pécule.

Résumons le récit : quatre hommes naufragés d'une goélette décident de se partager l'île où ils ont échoué. Ils sont à peine acclimatés que des hommes bruns débarquent dans l'île, et ils deviennent amis.

Un matin, à la suite d'un orage d'une violence inouïe, ils découvrent avec stupéfaction 34 nouveaux naufragés. Leur premier mouvement n'est pas de leur porter secours, ce sentiment humain est supplanté par l'égoïsme du propriétaire. Et ils décident de reléguer les nouveaux venus dans la partie la plus aride de l'île.

Ils consentent néanmoins à les employer. Dès lors, les terres se défrichent, la récolte est tellement abondante qu'ils délèguent l'un des leurs pour aller la négocier chez leurs amis les indigènes habitant une île voisine. Le négociateur commet la maladresse de leur dévoiler le secret de la production, aussi l'année suivante ces hommes primitifs le reçoivent avec indifférence et il doit s'en revenir avec sa récolte.

A la suite de cet échec, les quatre propriétaires renvoient les travailleurs à leur ravin, insouciants de ce qu'ils deviendront. Mieux, ils leur défendent l'accès de leur propriété. Un jour, la quiétude des quatre hommes, dont les greniers sont pleins de produits amassés par les autres, est troublée par une rumeur provenant du ravin. Ce sont les chômeurs forcés qui chantent l'**Internationale.**

Un des rescapés du deuxième naufrage, gardé comme domestique par les propriétaires, leur suggère un projet. Ceux-ci l'ayant accepté, il part chez les hommes bruns converse avec leur chef et enlève une jolie fille. De retour à l'île, il offre des vivres à ses ex-compagnons et, perfidement, les persuade que s'ils sont malheureux c'est la faute aux hommes bruns qui ont refusé de faire du commerce avec eux.

On devine l'intrigue. Quatre jours après les hommes bruns débarquent, tuent deux hommes, enlevent des femmes. Les habitants du ravin livrent combat, la bataille qui se déroule au large dure peu et se termine par l'extermination complète des uns et des autres.

Le chef de la tribu voisine sera désormais tranquille, débarrassé de ces jeunes qui le menaçaient dans ses fonctions ; et les quatre patrons n'auront plus à craindre la vindicte des naufragés.

A la lecture de ce livre on ne peut pas ne pas saisir l'analogie de cette histoire avec la société capitaliste qui emploie les mêmes procédés vis-à-vis des travailleurs afin de se maintenir au pouvoir et défendre ses coffres-forts.

La société capitaliste a aussi sa crise, sa surproduction due également à la mauvaise répartition des biens et des moyens de production et d'échange.

Elle a aussi sa guerre qui, périodiquement lui permet de supprimer ses excédents de population et de produits.

Edouard Peisson met à nu l'égoïsme du possédant. A ce titre, son livre à la valeur d'un enseignement.

Un charpentier.

• • •

BUBI OU L'HISTOIRE DE CALIGULA par Hans Sachs (Grasset).

Une vie romancée à la deuxième puissance (puisqu'elle est construite d'après l'œuvre romancée du romain Suétone). Mais c'est une des meilleures du genre. Les folies de Caligula-Buhl, c'est-à-dire du gamin Caligula contées par M. Sachs intéresseront sans doute nombre de lecteurs. Le livre dans l'ensemble est agréable.

Jean DAUTRY.

FRANÇOIS LUCCHESI. — La philosophie de Stirner (édition de l'auteur 1932)

Les extraits les plus importants de l'ouvrage de Stirner « L'Unique et sa propriété » (édition de la Bibliothèque Sociologique chez Stock) ont été groupés logiquement par F. Lucchesi sous plusieurs rubriques : la liberté — droit et propriété — l'Etat — société et association — communauté praticularité, etc... Un commentaire suit chaque groupe de citations, commentaire sage qui dissipe les malentendus possibles et réduit à sa substantifique moelle la pensée stirnérienne volontiers paradoxale.

Dans les trente dernières pages, la part de F. Lucchesi est plus importante. Après une bonne critique fondée sur Marx de la prétendue antinomie individualisme-communisme, et l'exposé des incertitudes de Stirner touchant la propriété individuelle ou collective il s'avère partisan d'un individualisme révolutionnaire à base stirnérienne système non dépourvu de contradictions (on se demande ce que l'U. R. S. S. vient faire là-dedans), mais intéressant et qui mérite de susciter une discussion plus serrée que celle qui peut en être faite dans un simple compte rendu.

J. D.

• • •

DU PATRIOTISME, par M. Strowski.

Il n'y a que deux patriotismes au monde : le français et le polonais (M. Strowski est né d'un père polonais et d'une mère française). Le patriotisme est un sentiment naturel, le nationalisme un sentiment artificiel. Ce n'est pas plus difficile que cela. On ajoute des lieux communs et ce genre de considérations anodines qui fait vivre les journalistes. On cite Montesquieu et Virgile, conseiller politique de l'Italie fasciste. On bavarde sur une organisation du monde avec la nouvelle Rome comme centre. Tout cela dans un langage délicieusement académique. Et le tour est joué. On a écrit deux cents pages pour rien.

F. SIEBURG. — DEFENSE DU NATIONALISME ALLEMAND

Sieburg a composé sa Défense du nationalisme allemand au moment de l'arrivée de Hitler au pouvoir. Un dialogue fiévreux entre le clerc qui ne trahit pas (et qui renie l'Allemagne nationaliste) et le clerc qui trahit (l'auteur) ouvre le livre. Puis nous sommes conduits dans cette partie de l'espace où sont massées les nuées éthiques et métaphysiques. Il faut vraiment bien de la patience pour suivre l'interminable dissertation sur l'âme allemande et le « noyau » allemand, l'adhésion à l'Allemagne, l'hyperconscience, etc... Non pas que tout cela soit absolument inintéressant. Mais il y a mieux à faire que de séparer l'ivraie et le bon grain, les subtilités verbales et les idées, les développements parasites et le leit motiv du non-achèvement de l'unité nationale allemande. On peut glaner au passage quelques réflexions judicieuses (par exemple, p. 79 sur la transformation de l'armée féodale allemande en une armée nationale pendant la guerre de 1914-1918) ou relever des sottises (p. 260-261 sur une prétendue parenté spirituelle du marxisme et du nationalisme).

Il est nécessaire de dire en conclusion qu'aucun problème n'est posé sur son véritable terrain et que le bien dire tend à masquer les réalités moins belles de la dictature fasciste.

J. D.

(1) 1 vol., Grasset.
(2) 1 vol., Grasset.

« LES DEUX POLES DE L'ESPRIT ». — Librairie du Travail.

Etude de psychologie linguistique du point de vue communiste, par G. Mannoury.

Ce livre dédié à Lénine a un titre bien prétentieux pour son contenu. Nous n'y trouvons rien de bien neuf si ce n'est une sorte de révisionisme du matérialisme dialectique présenté de façon adroite. Il n'est pas défendu d'approfondir la philosophie de Marx, Engels, Lénine, du moins faut-il le faire dans leur esprit et ne pas redonner vie aux « grues métaphysiques » des idéalistes ou de leurs successeurs : Mach et Avénarius.

L'auteur se débat dans des problèmes résolus depuis longtemps. Ainsi quand il dit que : « une pierre ou un homme ou un dieu ne le sont que par rapport aux autres et non « en soi », il ne fait que nier l'existence du monde extérieur, les choses ne pouvant être que des « choses pour nous » (« ne le sont pas par rapport aux autres ») et non des « choses en soi », c'est-à-dire existant réellement. De là à dire que ces choses pour nous ne sont que des créations de notre esprit, il n'y a qu'un pas, vite franchi par les idéalistes.

Les deux pôles de l'esprit sont pour l'auteur : le pôle subjectif tourné vers l'intérieur et le particulier, apparenté aux sensations, vouloir et croyance, et le pôle objectif tourné vers l'extérieur et le général, apparenté aux concepts, savoir et réalité. Dualisme artificiel puisque nous n'avons conscience du monde que par les sensations qu'il nous donne, et que nous sommes aussi bien rattachés à lui par le vouloir qui est notre façon d'agir sur lui, que par le savoir qui nous le fait connaître. Encore ne dit-il pas que le monde extérieur existe. S'il se défend d'être « solipsiste » (existant seul en tant qu'individu), il tombe dans un mal plus grave puisqu'il se reconnaîtrait plutôt « non-ipsiste » (lui-même n'existerait pas en tant qu'individu. Ce serait en somme de l'idéal concentré.

Mais que vient faire la linguistique en cette affaire ? C'est qu'il reconnaît le mot et en général la langue comme un pont entre l'individu et la communauté. Qu'est-ce que ce rapport entre deux termes : individu et communauté, qui n'existent pas ? L'auteur n'en est pas à une contradiction près, et cet hiatus entre l'individu et la communauté se comble dans la mesure où l'individu se confond avec la communauté, en un mot dans la mesure où il devient un être social ; de sorte que l'auteur conclut en ces termes : « Etre c'est être communiste ». Conclusion sentimentale qui ne nous fait pas oublier la philosophie fausse de notre auteur, et nous oblige au contraire à la dénoncer plus vigoureusement.

M. NADEAU.

• • •

« A MOI-MEME ENNEMI » par Jean Blanzat (Grasset)

« Roman du couple », traditionnel et conventionnel parce que les deux protagonistes sont isolés du monde qui les entoure.

Malgré l'incontestable talent de l'auteur, cette expérience en vase clos nous intéresse peu. Ce n'est pas la vie. Or, nous avons besoin d'une littérature qui exprime la vie, toute la vie. L'amour est un des plus grands sentiments humains mais il n'est pas le seul. Dans la période tragique que nous vivons, il faut des livres qui répondent à nos angoisses.

Nous retiendrons du livre de J. Blanzat la peinture atroce qu'il nous fait de la vie conjugale. Deux êtres qui ont eu de l'inclination l'un pour l'autre, mais qui ne s'aiment pas sont obligés de vivre ensemble. L'homme essaie de se retrancher dans sa solitude et de cultiver celle-ci comme une plante précieuse. Son indifférence calculée n'aboutit qu'au départ de la femme. Pas un mot dur, pas une dispute. La tragédie ne se joue que dans les silences et dans les regards.

M. N.

Les causes économiques, sociales et politiques du fascisme

Nos lecteurs trouveront la réponse des « communistes ouvriers » allemands à l'enquête de Masses. Les origines du mouvement communiste ouvrier remontent à la lutte de tendances qui a commencé dès les origines du mouvement communiste allemand dans le Spartakusbund.

Les camarades qui se sont séparés alors de la IIIe Internationale en 1920 et qui ont été rejoints par d'autres (il y a eu de nombreuses fractions dans ce mouvement) pensaient que le parlementarisme et le syndicalisme avaient fait leur temps comme méthodes de la lutte ouvrière, qu'il fallait boycotter les syndicats conservateurs et le parlement bourgeois dont le prolétariat ne pouvait rien tirer dans la période de déclin du capitalisme. C'est contre eux que Lénine écrivit « la Maladie infantile du Communisme » à laquelle répondit le théoricien communiste Gorter. Ils se distinguent des anarchistes parce qu'ils se revendiquent du marxisme (en particulier de Rosa Luxembourg), acceptent la dictature du prolétariat dans une forme centraliste et non fédéraliste, mais non la dictature d'un parti sous la forme russe. L'organe principal de la révolution et de la dictature du prolétariat réside pour eux dans les conseils d'usine.

CAUSES ECONOMIQUES

Pour saisir les causes profondes du fascisme, il faut considérer le changement de structure du capitalisme qui s'est produit dans les dernières décades. Jusque dans les premières années du siècle s'est développé le capitalisme encore progressif où la concurrence jouait entre les éléments capitalistes privés ou les sociétés anonymes le rôle de moteur du progrès économique. L'accroissement plus ou moins régulier de la productivité était absorbé assez facilement par les nouveaux débouchés ouverts dans la période de la colonisation par les méthodes de l'impérialisme actif. L'organisation politique correspondant à cette structure atomisée du capitalisme, était la démocratie bourgeoise qui donnait aux différentes couches capitalistes le moyen le plus approprié de régler leurs contradictions d'intérêts. La situation prospère du capitalisme permettait d'accorder aux ouvriers certaines concessions politiques et matérielles et créait dans la classe ouvrière les conditions du réformisme et l'illusion que le Parlement était un moyen de progrès pour la classe ouvrière.

Les possibilités d'une accumulation du capital toujours de plus en plus importante, qui s'étaient manifestées dans cette première phase, trouvèrent leur fin dans la concurrence de plus en plus acharnée des capitalismes nationaux qui se heurtaient dans les dernières tentatives possibles de conquête de nouveaux terrains d'expansion capitaliste. Ces rivalités causées par la restriction des débouchés aboutirent à la guerre mondiale. Les mêmes causes avaient aussi amorcé la transformation de la structure du capitalisme par la concentration progressive du capital avec prépondérance du capital financier. La guerre et ses conséquences accélérèrent ce processus. L'inflation surtout, par la dépossession des classes moyennes permit dans une grande échelle, le développement du capital monopoliste : organisation du capital dans de vastes trusts et cartels, horizontalement et verticalement, et qui dépassaient même le cadre national. Les différentes couches du capitalisme perdirent leur caractère spécial (financier, industriel, etc.) pour se fondre dans une masse d'intérêts de plus en plus uniformisés.

Comme les domaines d'action de ces trusts et cartels dépassaient le cadre des Etats, le capitalisme se trouva dans la nécessité d'influencer la politique économique de l'Etat de la façon la plus rapide. La liaison entre les organes des intérêts économiques capitalistes et l'appareil d'Etat devint donc plus étroite et l'intermédiaire du parlement devint superflu.

Avec une telle structure, le capitalisme n'a plus besoin du parlementarisme qui ne subsiste dans une première période que comme une façade derrière laquelle s'accomplit la dictature de ce capital monopoliste. Cependant ce parlementarisme a encore pour la bourgeoisie l'utilité de maintenir les masses prolétariennes dans les illusions réformistes formant ainsi pour la dictature du capital une base politique sur laquelle elle peut s'appuyer. Mais l'aggravation de la crise mondiale, l'impossibilité d'ouvrir de nouveaux débouchés enlèvent peu à peu tout intérêt pour la bourgeoisie dans le maintien de cette façade parlementaire. La dictature directe et avouée du capital monopoliste devient une nécessité pour la bourgeoisie elle-même. Il se montre que le système fasciste est la forme du gouvernement la mieux appropriée aux besoins du capital monopoliste. Son organisation économique est la plus favorable pour la solution des contradictions internes de la bourgeoisie, tandis que son contenu politique permet à la bourgeoisie de s'appuyer sur une nouvelle base qui remplace ainsi le réformisme devenu de plus en plus incapable de maintenir les illusions des masses.

BASES SOCIALES

L'impossibilité pour la bourgeoisie de conserver le réformisme comme base politique résulte de l'aggravation considérable des oppositions de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat Depuis la guerre le réformisme n'était plus, en Allemagne, qu'un jeu stérile. Chaque jour la classe ouvrière allemande perdait un peu plus de ce qui restait des « conquêtes » du réformisme. Le prestige du réformisme sur les masses ne subsistait que grâce à une puissante organisation bureaucratique. Mais les dernières attaques les plus violentes contre le niveau de vie des ouvriers, jetant ceux-ci dans la misère la plus insupportable sapait rapidement l'influence du réformisme dans les masses ouvrières et mettait à nu les oppositions de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Parallèlement à ce processus au sein de la classe ouvrière se produisait dans les différentes couches de la petite bourgeoisie, un processus de radicalisation. Les paysans étaient endettés, réduits à la misère et passaient par endroit à des actions terroristes. Les commerçants ressentaient les contrecoups de l'appauvrissement des masses et de la concurrence des grands magasins et des coopératives. Des intellectuels désorientés par l'incertitude du lendemain, des étudiants sans avenir, des anciens officiers déclassés étaient tournés vers toute possibilité aventurière. Des employés prolétarisés et frappés par le chômage et des fonctionnaires licenciés étaient prêts à se laisser entraîner par une démagogie radicale.Un anticapitalisme vague et utopique se développait dans ces couches hétérogènes dépossédées par la grande bourgeoisie. Leur anticapitalisme était réactionnaire puisqu'il voulait rétablir une étape périmée du capitalisme. Ainsi ils devenaient, malgré leur radicalisme, un facteur conservateur et avec cela un instrument facile dans les mains du capitalisme monopoliste. En réalité pour cette masse petite-bourgeoise radicalisée et inconsciente, incapable de jouer un rôle indépendant dans l'économie, placée devant l'antagonisme croissant contre le prolétariat et la bourgeoisie, la question était de faire un choix entre l'un et l'autre. Il lui fallait choisir entre le capital monopoliste cependant responsable de sa situation désespérée et le prolétariat facteur révolutionnaire historique. La haine de la révolution prolétarienne qui supprimerait les classes, l'attachement aux privilèges des classes petites bourgeoises privilèges qui cependant n'étaient plus qu'un souvenir, jeta ces classes moyennes radicalisées dans les bras du capital monopoliste, fournissant ainsi à celui-ci la base sociale suffisamment large succeptible de remplacer dans ce rôle le réformisme qui menaçait d'autre part de s'effondrer.

RACINES POLITIQUES

La synthèse de ces deux aspects contradictoires du fascisme : dépendance du capital monopoliste et enrôlement des masses petites bourgeoises s'opéra sur le plan politique dans le développement du parti national-socialiste. Ce parti se développa grâce à une démagogie effrénée et aux subsides de l'industrie lourde. Sur le plan idéologique, ce parti exprimait le désespoir des masses petites-bourgeoises par un langage radical et révolutionnaire, allant même jusqu'à la propagande pour certaines formes d'expropriation (banques, juifs, grands magasins) ; sa liaison avec le capital monopoliste s'exprimait par la propagande pour la collaboration des classes, pour l'organisation corporative hiérarchisée contre la lutte de classe et le marxisme

L'inconsistance du contenu idéologique de la démagogie nazi se manifeste clairement dans la propagande raciste. Le mécontentement des masses était détourné contre le traité de Versailles : bouc émissaire du capitalisme et contre les juifs considérés comme représentants du capital international et comme promoteurs de la lutte de classes. Ce tissu de stupidités incohérentes ne pouvait trouver prise que sur l'esprit des petits-bourgeois, que leur rôle secondaire dans l'économie rendait incapables de comprendre la moindre des choses aux faits économiques et aux événements historiques dans lesquels ils étaient plongés.

Les paysans et les petits-bourgeois radicalisés formèrent toujours la grande masse du parti national-socialiste. Ce ne fut qu'à mesure que la subordination au capital monopoliste devint plus claire que la bourgeoisie elle-même vint renforcer les cadres nazis et lui fournit des officiers et des chefs. Mais jusqu'à l'avènement de Hitler au pouvoir, il fut impossible au parti national-socialiste de mordre sérieusement sur la classe ouvrière, ainsi qu'en témoignent les élections aux conseils d'entreprises. Jusqu'à la fin les nazis eurent toujours beaucoup de difficultés pour pénétrer dans les bureaux de pointage des chômeurs (Stempelstelle) seulement quelques centaines de milliers de mercenaires purent être recrutés pour les S. A. et les S. S. parmi les employés en chômage et le lumpenprolétariat, cependant qu'il y avait des millions de chômeurs sans aucun moyen d'existence.

Mais si la classe ouvrière ne se laissa pas, ou presque pas, contaminer par la démagogie fasciste, elle n'en fut pas moins incapable de s'opposer au développement du parti national-socialiste. Elle ne réussit pas à dissocier le bloc de classes réactionnaires en formation. Les tentatives des grands partis ouvriers d'utiliser telle ou telle divergence apparente entre le capital monopoliste et les nationaux-socialistes. Surtout le prolétariat ne comprit pas que la partie se jouait non entre la démocratie et le fascisme, mais en réalité entre la révolution prolétarienne et le fascisme. C'est donc l'incapacité révolutionnaire du prolétariat qui permit le développement politique du fascisme et l'avènement d'Hitler.

Pour voir comment cela fut possible, il faut examiner en détail le contenu idéologique et tactique des principales tendances du mouvement ouvrier.

Les tendances et les organisations de la classe ouvrière

LE REFORMISME

Le réformisme s'était développé parmi la classe ouvrière dans la période de montée du capitalisme. Ses racines se trouvaient dans la possibilité pour la bourgeoisie d'accroître rapidement l'appareil de production, cette production accrue étant en général facilement écoulée dans les débouchés nouveaux. Il en résultait pour la classe ouvrière un rapide développement en nombre et en puissance. La bourgeoisie avait besoin pour assurer le développement accru de la production d'une classe ouvrière docile et satisfaite. Elle pouvait facilement obtenir ce résultat en abandonnant à la classe ouvrière une faible partie des profits toujours plus élevés que lui assurait le développement de l'impérialisme. Mais même lorsque la bourgeoisie ne voulut plus — et fut impuissante à accorder à la classe ouvrière une puissance importante et put remplir son rôle en arrachant à la classe ouvrière tous les avantages accordés autrefois, même alors le réformisme conserva dans la classe ouvrière une puissance importante et put remplir son rôle comme base politique du capitalisme. Cela tient à l'organisation politique syndicale et étatique du réformisme qui s'était développée pendant les années de prospérité subsista tant qu'elle fut d'un intérêt quelconque pour le capitalisme. L'organisation politique (social-démocratie) avait pour méthode essentielle la pratique parlementaire. Son action avait pour but de faire croire aux ouvriers qu'ils devaient attendre paisiblement toute amélioration de leur sort qui serait décidée par le parlement, suivant les principes démocratiques. Toutes les fois que la social-démocratie prit la part la plus active dans le massacre des ouvriers révolutionnaires, elle justifia ses trahisons en se présentant comme défenseur de la démocratie. L'organisation syndicale se donnait comme but la discussion avec les entrepreneurs des contrats de tarifs, en utilisant en dernier ressort l'arbitrage de l'Etat. Elle excluait la grève tant qu'elle pouvait le faire et, en cas de grèves spontanées, elle s'efforçait de ramener les ouvriers au travail par toutes les manœuvres possibles, même parfois en s'associant à la direction de la grève. Les bureaucrates syndicaux nombreux, bien payés et embourgeoisés, régnaient sur les ouvriers par le moyen de la gestion des institutions d'assistance de toute sorte (maladie, chômage, etc.). La participation à ces institutions et aux différents avantages syndicaux retenaient les ouvriers dans l'obéissance et permettait la persistance du pouvoir des bureaucrates malgré les trahisons répétées et toujours plus cyniques.

Parallèlement au développement de la bureaucratie syndicale s'était développée dans l'appareil d'Etat une bureaucratie spéciale pour l'application des lois sociales, de l'assistance, des secours de chômage, etc... Il faut reconnaître dans cet organisme et sa fonction une forme auxiliaire du réformisme, qui d'ailleurs trouvait son origine dans la conjonction du réformisme parlementaire et du réformiste syndical. Ce réformisme étatique contribuait également au même rôle de maintien de la classe ouvrière dans l'ordre, l'obéissance et l'illusion.

Ainsi le réformisme persistait dans son organisation quoique ayant perdu ses racines économiques. L'idéologie du réformisme subsistait dans la classe ouvrière par survivance mais peu à peu, elle s'effritait sous l'action de l'aggravation de l'exploitation et de la misère du prolétariat. Lorsque le prolétariat se trouva réduit à lutter pour ses intérêts les plus élémentaires, il ne parût plus possible à la bourgeoisie de maintenir cette organisation pratique de la collaboration des classes sur les bases de l'idéologie réformiste. L'organisation pratique devait être maintenue à tout prix mais l'idéologie avait besoin d'être changée ; la bourgeoisie remplaça alors résolument le réformisme par le fascisme. Les syndicats furent d'abord intégrés purement et simplement dans le fascisme. Il ne pouvait pas être question de résistance de la part des bureaucrates puisque la réalité de l'organisation réformiste de collaboration de classe était conservée ; seule était rejetée, comme un oripeau inutilisable l'idéologie réformiste. Le remplacement du réformisme par le fascisme comme soutien du capitalisme se produisit donc de la façon la plus simple et si la bourgeoisie n'avait pas eu besoin d'hommes nouveaux, elle aurait pu conserver les services des bonzes qui ne demandaient pas mieux.

Il s'est montré dans cette circonstance que les syndicats n'étaient pas une organisation qui puisse être utile à la classe ouvrière et que cela résultait non pas d'une mauvaise direction, mais de la structure et du but même des syndicats comme organes de représentation des intérêts corporatifs dans le cadre du capitalisme ; de telles organisations deviennent donc nécessairement un organe du fonctionnement normal du capitalisme et ne peuvent donc pas être utilisés dans des buts révolutionnaires.

LE BOLCHEVISME

Le développement de la révolution russe depuis octobre 1917 a été conditionné par la contradiction entre un prolétariat très concentré, mais peu nombreux et une immense paysannerie arriérée. L'industrie russe était en général très moderne techniquement, mais sa structure économique présentait des lacunes car elle avait été organisée par le capital étranger pour des buts de guerre ou d'exportation. Après l'effondrement du tsarisme, la bourgeoisie ne put pas stabiliser le pouvoir qui lui était tombé dans les mains ne pouvant trouver aucun appui dans la paysannerie qui voulait la paix et la terre.

Le prolétariat audacieux et conscient s'empara du pouvoir d'état en octobre, mais il se trouva devant des difficultés d'organisation énormes, en face d'une paysannerie arriérée et déjà satisfaite vingt fois plus nombreuse que lui. La collectivisation des entreprises fut poursuivie par les ouvriers sur un rythme gigantesque mais les tentatives d'organisation communiste de la répartition des produits se heurtèrent à la résistance passive et active de l'immense masse paysanne. La Nep fut un recul du prolétariat amené à composition par la paysannerie ; cependant le prolétariat restait encore maître des leviers de commande de l'économie. Mais dans ce régime de compromis entre l'industrie collectivisée et l'agriculture parcellaire, la rivalité masquée mais réelle entre le prolétariat et la paysannerie fournit les bases du développement inouï de l'appareil d'Etat, de la spécialisation de cet appareil et de la suppression des pouvoirs des soviets. Les succès de la planifica-

tion de l'économie accélèrent ce processus de cristallisation de la bureaucratie qui réussit à dominer peu à peu sans contrôle en imposant des mesures de coercition économique, tant sur le prolétariat (rétablissement du travail aux pièces et de l'autorité des directeurs) que sur la paysannerie (concentration forcée des entreprises paysannes) et des mesures de domination politique (remplacement des tribunaux populaires par des décisions de la police politique spéciale G. P. Ou.)

Un processus parallèle se poursuivit à l'intérieur du Parti communiste, organe dirigeant qui devint à la suite de crises successives, l'expression exclusive des nouveaux intérêts de classe de la bureaucratie. Avec la disparition du pouvoir politique des soviets ouvriers était disparue la dictature du Prolétariat à laquelle s'était complètement substituée la dictature de la Bureaucratie en temps que classe en formation.

La IIIe Internationale et les partis communistes dans tous les pays ont subi dans leur structure les répercussions de cette transformation du régime en Russie. En particulier pour le parti allemand, la bureaucratisation et l'absence de démocratie intérieure étaient extrêmes. L'influence des masses ouvrières ne pouvait pas se faire sentir sur la politique du K. P. D. Sa stratégie et sa tactique lui était imposées suivant les intérêts de la bureaucratie soviétique. Jusqu'à la Nep, la politique extérieure soviétique avait été orientée vers la révolution mondiale, quoique avec des erreurs qui, par exemple avec Radek, eurent des consquences désastreuses sur la révolution allemande. Maintenant la théorie du socialisme dans un seul pays met au premier plan l'édification de l'appareil industriel en Russie (cette édification industrielle étant baptisée socialisme), et par conséquent donne la plus grande importance à la stabilisation et à la politique de paix dans les relations extérieures. Avec la disparition de la dictature du prolétariat en Russie, disparait aussi l'intérêt du prolétariat mondial à considérer les développements de la situation en Russie comme l'axe de la révolution mondiale.

Les intérêts de classe de la bureaucratie ont engendré la théorie du « parti dirigeant » qui est la négation de la possibilité d'une politique de la classe ouvrière qui soit indépendante des autres classes, en particulier des classes moyennes et, par conséquent, la racine de l'opportunisme. D'autre part, l'utilisation du prolétariat mondial pour les besoins changeants de la diplomatie soviétique engendrait une coupure toujours plus grande entre les masses et le K. P. D.

La conséquence essentielle, qui résume toute l'action de la bureaucratie soviétique a été la dégénérescence du caractère de classe du mouvement rvolutionnaire. Au lieu d'une idéologie de classe, le K. P. D. répandait, tant par opportinisme que pour des raisons diplomatiques, une idéologie nationaliste (mot d'ordre de la libération nationale et sociale, théorie de l'oppression de la nation allemande par l'impérialisme). Le K.P.D. croyait, en faisant cette manœuvre, introduire le désarroi dans les rangs petits-bourgeois des nationaux-socialistes. En réalité il introduisit la confusion et le désarroi dans le prolétariat ; il ne pût rien opposer idéologiquement au fascisme ascendant, et l'avènement du fascisme entraina dans les rangs des nationaux-socialistes, des militants du K. P. D. trompés par leur propre mot d'ordre de confusion nationaliste.

L'incohérence des manœuvres bolcheviques (front unique tantôt avec les fascistes, tantôt avec les social-démocrates) les prétentions bureaucratiques à la dictature sur les masses, l'absence d'une idéologie prolétarienne condamnaient le K.P.D. à l'impuissance. Après avoir volé de « succès » en « succès » sur le plan électoral, le K. P. D. se trouva complètement isolé des masses quand il aurait voulu agir (manifestation des nazis devant la maison Liebknecht). Il n'est même pas possible de savoir s'il voulait agir vraiment et dans quel sens.

Les racines de cette incapacité sont les mêmes que celle de la social-démocratie. Elles résultent dans les deux cas de la pénétration des idéologies bureaucratiques dans les organisations. Ce sont les idéologies du parlementarisme (mot d'ordre : pour arrêter Hitler, votez pour Thaelmann), du syndicalisme (tentatives de conquête des syndicats) et de l'opportunisme qui consiste dans la pratique de manœuvres entre les classes et entre les différentes couches de la classe ouvrière.

PETITS GROUPEMENTS BOLCHEVIQUES

La théorie du parti dirigeant et la pratique des manœuvres pariementaires syndicales et opportunistes se retrouve dans les diverses oppositions bolcheviques. La K. P. O. (Brandler), les trotzkistes et le S. A. P. ont la même idéologie fondamentale.Ils ne diffèrent que par des détails subtils et d'ailleurs changeants. Pour tous ces groupements, la tactique préconisée contre le fascisme était la même unité pour l'action du réformisme et du bolchevisme. Cette tactique ne fut pas appliquée, mais la classe ouvrière n'avait rien à espérer de l'unité de l'incapacité avec la trahison.

Perspectives du mouvement ouvrier

LES LEÇONS DE L'EXPERIENCE RÉVOLUTIONNAIRE

Les perspectives ne peuvent se fonder que sur des expériences. Les expériences révolutionnaires sont déjà riches en enseignedepuis la commune de Paris à la révolution d'octobre russe en passant par la révolution de 1905, ces expériences contredisent formellement la tactique et la stratégie du bolchevisme ; elles ont toujours montré que la classe ouvrière était capable dans des situations objectives déterminées, d'agir d'une façon indépendante comme classe, et que dans ces situations elle créait spontanément des organes pour l'expression et l'exercice de sa volonté de classe : conseils ouvriers ou soviets. Il faut voir comment sont nés et se sont développés ces organes en Allemagne. Les premières actions ouvrières surgies en 1917, contre la volonté des bureaucrates syndicaux intégrés dans le régime de guerre, ont engendré les « hommes de confiance révolutionnaires d'entreprise » (Revolutionare Betriebsobleute).

Les conseils d'ouvriers de 1918 furent la suite directe de ce mouvement. L'effondrement militaire de l'Allemagne donne prematurement des possibilités inouies de développement à ces conseils, mais leur clarté politique n'était pas suffisante. La conscience la plus claire des nécessités révolutionnaires, représentée par le groupe Spartacus, n'était pas encore assez développée pour que le mouvement des conseils ait pu se débarasser de quelques illusions anarchistes et aussi des habitudes héritées d'une longue pratique réformiste. L'échec du mouvement des conseils en 1919 fut, pour une grande part, le résultat d'une conscience insuffisante de la nécessité de la dictature du prolétariat.

Dans la situation instable du capitalisme qui dura jusqu'en 1923, se manifesta la nécessté pour les ouvriers d'avoir des organisations révolutionnaires sur la base de la production et il naquit un peu partout en Allemagne des organisations d'entreprises, qui formées tout à fait spontanément en s'opposant aux syndicats contre-révolutionnaires, formèrent à ce moment un courant politique très important. Les tentatives révolutionnaires furent terminée en 1923 par l'action brutale de la Reichwehr écrasant les ouvriers déjà démoralisés par la tactique doublement absurde du Parti communiste qui proposait le front unique national aux fascistes de Reventlow contre l'impérialisme français et participait, d'autre part, au gouvernement parlementaire de Saxe avec les social-démocrates.

Depuis 1924, la stabilisation passagère du capitalisme et l'absence de perspectives révolutionnaires entraina la disparition des courants radicaux, permit un nouveau développement du réformisme appuyé sur l'appareil d'Etat et inaugura l'ère des « succès » parlementaires du bolchevisme. Cette consolidation apparente du réformisme et ces succès illusoires du bolchevisme n'empêchèrent pas, avec l'approche et le développement de la crise depuis 1929, la croissance du mouvement fasciste et l'abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière toujours de plus en plus frappée par un chômage sans issue. Dans les masses naissaient en même temps qu'une certaine méfiance dans les partis existants, une certaine effervescence tendant au front unique de classe; mais dans l'ensemble subsistant encore l'attente que les grandes organisations pourraient encore agir efficacement. L'avénement du fascisme sans aucune résistance, sonna le glas des illusions des ouvriers.

VERS L'ORGANISATION DU PROLETARIAT

Ainsi la pression des conditions économiques conduisit la bourgeoisie à détruire des organisations qui, cependant, étaient en fait seulement capables de freiner et de paralyser tout mouvement révolutionnaire de classe. Cet aspect dialectique de l'avènement du fascisme nous fait apercevoir à travers le déchaînement de la terreur et la dispersion de l'ancien mouvement ouvrier, les racines d'un progrès et les bases du mouvement rénové. La destruction des anciennes organisations ouvre de nouvelles perspectives pour un nouveau mouvement de classe. Le prolétariat se trouve débarassé des partis soit-disant prolétariens, mais effectivement réactionnaires, des illusions paralysantes du réformisme politique et syndical et du parlementarisme. Aussi les illusions bolcheviques sont ébranlées ; la masse des prolétaires révolutionnaires ne croit plus qu'il soit nécessaire que toute son action soit dirigée par une parti de révolutionnaires professionnels au-dessus de la classe ouvrière ; elle n'a plus confiance dans les méthodes de bluff de l'agitation bolchevique qui ne conduisent qu'à des actions stériles.

La pratique de la lutte illégale conduit les ouvriers à développer de nouvelles formes de travail. Les ouvriers révolutionnaires forment à l'usine et dans les bureaux de pointage de petits groupes dans lesquels les provocateurs ne peuvent pas entrer. La diffusion des tracts couverts de mots d'ordre d'agitation et de bluff est remplacée par l'élaboration de matériel de discussion et d'éducation politique prolétarienne. Les bureaucrates du parti communiste ne peuvent plus imposer des points de vue sans discussion.

Cependant ce travail de groupement et d'éducation de classe se fait encore de façon sporadique et avec une insuffisante clarté politique. Il est pourtant nécessaire que la clarté programmatique la plus grande possible, soit le point de départ de tout travail. Les éléments révolutionnaires des plus conscients, déjà rassemblés dans des noyaux formés par un travail tenace préparatoire, aideront ce processus de clarification et de rassemblement parmi les groupes qui se sont nés des débris des anciennes organisations, mais sont encore à la recherche d'une nouvelle idéologie. Les noyaux communistes-ouvriers se sont développés dans la période d'aggravation de la crise. Par ces noyaux s'est réalisée la synthèse de l'expérience de la lutte illégale des ouvriers radicaux pendant les différentes tentatives révolutionnaire depuis 1917 avec l'ardeur révolutionnaire de jeunes que le développement des événements avait éclairé sur la nécessité de rompre avc les méthodes du réformisme et du bolchevisme. Ils portent dans leur clarté idéologique les leçons du passé et dans leur volonté de lutte les espoirs de l'ouvrier.

Pendant la période précédant la terreur fasciste, dominée par les illusions réformistes et bolcheviques, ces noyaux étaient numériquement faibles en rapport aux grandes organisations de masse, mais ils étaient habitués à l'action de propagande illégale et leurs liaisons étaient solidement établies à travers toute l'Allemagne. Dégagés du sectarisme dans lequel s'étaient perdus les débris des organisations radicales depuis 1923, ils ont poursuivi leur action de propagande idéologique parmi les éléments les plus avancés au sein de la classe ouvrière. Grâce à leur habitude du travail illégal ils ont continué leur action malgré la terreur sans aucune interruption et n'ont subi que peu de pertes. Sous le régime de terreur, ils se sont accrus de façon considérable, cependant que les grandes organisations, péniblement reconstituées, piétinent encore. Actuellement, la quantité de matériel diffusé en Allemagne par les noyaux communistes-ouvriers est comparable à celle de n'importe quelle autre organisation.

Ces noyaux qui doivent être l'armature idéologique du prolétariat, devront intégrer de nouveaux éléments pas à pas en évitant de diluer la clarté des principes. Tout nouveau noyau doit être intérieurement ferme et clair afin que n'éclatent pas ultérieurement des contradictions masquées.

Dans la phase actuelle du capitalisme, la tactique des communistes est déterminée par son emploi dans une situation prérévolutionnaire ou révolutionnaire. Dans la situation actuelle pré-révolutionnaire, la tâche est de créer les fondements d'un parti communiste révolutionnaire. Les noyaux communistes en formation doivent agir sur la classe ouvrière pour accélérer le développement des conditions de la lutte révolutionnaire : lutte pour la clarification de la conscience de classe, destruction de la vieille idéologie conservatrice réformiste (ou bolchevique), compréhension de la nécessité de l'organisation de classe d'après le principe des conseils, propagande des méthodes révolutionnaires de luttes. Cette action au sein de la classe ne deviendra efficace que par la participation permanente à la pratique de la lutte pour l'existence du prolétariat sur tous les terrains, car les ouvriers n'apprennent réellement que par l'expérience directe.

Dans la situation révolutionnaire le but est la destruction des positions des pouvoirs de la bourgeoisie par des actions de classe, la conquête des moyens de production, l'édification du pouvoir des conseils prolétariens sur les terrains économique et politique, et le commencement de la reconstruction socialiste de la société en général. Tous ces buts ne pourront se réaliser au cours de la révolution que par la liaison la plus étroite de la classe prolétarienne avec le parti révolutionnaire qui n'est autre que la partie la plus claire et la plus active de la classe.

Le but du travail du parti ne peut-être de s'élever au-dessus de la classe, à titre de chef, comme un Comité Central bolchevique, pour commander la révolution mais le parti révolutionnaire ne peut être qu'un levier du développement de l'activité propre du prolétarait.

Les forces actuelles du communisme de gauche doivent être conscientes qu'elles ne peuvent pas constituer à n'importe quel moment le parti révolutionnaire, mais que c'est seulement au cours de la lutte révolutionnaire des masses qu'ils veulent développer, dans un nouveau travail de reconstruction, les bases de ce parti, « que la révolution ne peut vaincre sans un grand parti révolutionnaire ». Mais inversement, dans une situation « devenant révolutionnaire », ce parti ne peut se développer et s'ancrer largement dans la classe ouvrière !

La question fondamentale de la tactique révolutionnaire d'un noyau communiste dans la classe n'est pas : comment rassembler le plus vite possible, le plus possible de puissance derrière l'organisation pour abattre l'adversaire grâce à l'intelligence supérieure de la direction de l'organisation ? Non, la question fondamentale est : Comment dans chaque étape de la lutte pratique peuvent être développés et poussés en avant la conscience, l'organisation et la capacité d'action de la classe prolétarienne, de telle façon que la classe dans son ensemble puisse, en réciprocité avec le parti communiste révolutionnaire, accomplir sa tâche historique.

La tâche des noyaux communistes révolutionnaires est donc double : d'une part, la clarification idéologique comme fondement du développement du parti révolutionnaire; d'autre part, la préparation des bases des organisations d'entreprise par le rassemblement des ouvriers révolutionnaires de conscience évoluée. L'exploitation capitaliste, de plus en plus aiguë obligera les ouvriers à défendre leur existence même, et à entrer dans la lutte, même dans les conditions les plus difficiles. Faute d'organisation, les ouvriers en lutte créeront des organes de directions de luttes comme, par exemple, des comités d'action. Le rôle des noyaux d'entreprise sera de participer à ces mouvements, de les clarifier en leur donnant un contenu politique et de travailler à leur extension à l'échelle nationale et internationale.

Dans la mesure où ces luttes s'étendront, la classe ouvrière entrera dans la lutte pour le pouvoir politique. Ces organisations de lutte, devenues permanentes, prennent un caractère spécial : elles deviennent des organes pour la conquête du pouvoir prolétarien et enfin les seuls organes de la dictature du prolétariat. Ces conseils, — organes issus directement de la base des usines et des organisations de chômeurs et toujours révocables — auront un rôle double : les conseils politiques devront poursuivre l'écrasement de la bourgeoisie et l'affermissement de la dictature du prolétariat; les conseils économiques la transformation sociale de la production.

PERSPECTIVES DU CAPITALISME

Ces principes d'organisation et ces perspectives de développement de l'activité de classe sont justifiés non seulement par l'expérience historique de la classe ouvrière, mais aussi par les perspectives du capitalisme.

Les perspectives du capitalisme sont dominées par l'approfondissement et l'élargissement de la crise dans le monde entier, il est maintenant visible pour tout le monde que la crise actuelle est de tout autre portée que les crises cycliques qui faisaient partie du fonctionnement normal du capitalisme. Il est clair que la crise actuelle est devenue une crise du régime même ou plutôt une étape de dégénérescence du capitalisme. Les tentatives faites pour surmonter la crise sont accompagnées à leur début de l'enthousisame de la bourgeoisie (et de la social-démocratie), mais elles s'effondrent quelques mois après, — comme c'est le cas actuellement pour l'expérience Roosevelt. Le capitalisme ne peut plus que modifier la répartition des débouchés, c'est-à-dire remplacer le secteur le plus éprouvé par la crise par tel autre secteur jusqu'alors moins atteint ; mais il ne peut pas créer de nouveaux débouchés. Les tentatives de nouvelle répartition des débouchés n'ont finalement pour résultat que d'étendre à tous les pays et à toutes les branches de l'économie, les désastres de la crise, de soumettre les ouvriers du monde entier à une exploitation également aggravée et servir de prélude à l'extension du fascisme à de nouveaux pays.

Les tentatives de répartition nouvelles des débouchés produisent dans le monde entier des violentes contradictions internationales. Les capitalismes nationaux se heurtent dans la politique douanière et monétaire la plus insensée. Les antagonismes deviennent de plus en plus aigus et les points de friction, les sources de conflit de plus en plus nombreux. Cette aggravation des rapports politiques internationaux réagit à son tour sur les conditions économiques qui l'ont engendrée et

NOS GROUPES D'ÉTUDES

23, rue Mouffetard, Paris V^e

COURS DE SOCIOLOGIE

Mardis 5 et 19 décembre : L'oppression. — La religion et la famille.

Mercredi 13 décembre : Division du travail intellectuel et du travail manuel.

COURS D'ECONOMIE POLITIQUE

1re année : Notions d'Economie Marxiste, le lundi à 21 h.
b) Cours supérieur d'Economie Marxiste, le mercredi à 21 h.

COURS D'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER ET SOCIALISTE

Tous les vendredis, à 20 h. 45.

NOS SOUS-GROUPES

CERCLES D'ETUDES
COURS D'ECONOMIE POLITIQUE (1re année)
POUR LE XV^e ARRONDISSEMENT

Salle des Coopérateurs, 85, rue Mademoiselle : tous les vendredis à 20 h. 30.

Adresser correspondance à René Bonnet, 33, rue Jeanne, XV^e.

POUR SURESNES, PUTEAUX, NANTERRE, COURBEVOIE

1re réunion du groupe lundi 4 décembre, à 20 h. 45, Café Chevalier, 92, rue de Neuilly, à Puteaux. Adresser la correspondance à André Dumas, 70, rue des Chênes, à Suresnes.

POUR CLICHY

S'adresser à Roger Duyck, 7, avenue Anatole-France, à Clichy.

A BRUXELLES

Tous les sympathisants désireux de participer à la formation d'un groupe « Masses » sont priés de se mettre en rapport avec Raoul Piron, 48, avenue Edmond-Mesens, Bruxelles.

Voir en page 3 le programme de notre soirée cinématographique du samedi 9 Décembre

ABONNEMENTS

Abonnements pour 10 numéros : France, 9 fr. ; Etranger, 13 fr.

Abonnements pour 20 numéros : France, 18 fr. ; Etranger, 25 fr.

Abonnement de soutien : 50 fr.

Adressez correspondance et mandats à J. Lefeuvre, 23, rue Mouffetard, Paris (5e).

Ou à Thomas Jean, 23, rue Mouffetard, Paris (5e). Compte de chèques postaux : Paris 824-24.

En nous envoyant votre abonnement, n'oubliez pas de nous indiquer la date de départ.

Primes à nos Abonnés

L'abonnement à 20 numéros permet de choisir un des livres suivants :

Le Matérialisme Militant : **PLEKHANOV.**

Ludwig Feuerbach : **ENGELS.**

Les hommes du 1905 russe : **MICHEL MATVEEV.**

Ça, c'est du minéma : **GEORGES ALTMAN.**

Le Nuage dans le pantalon : **WLADIMIR MAIAKOWSKI.**

La Ruelle de Moscou : **ILYA EHRENBOURG.**

Lenine à Paris : **ALINE.**

Copains : **CHPILEWSKI.**

Paradis américain : **EGON ERWIN KISCH.**

Le Rosier : **HERMYNIA ZUR MULHEN.**

Un Notaire Espagnol en Russie : **DIEGO HIDALGO.**

FAITES-NOUS DES ABONNÉS

Vous pourrez choisir entre 1 livre pour 5 abonnés ou 6 numéros de la « Revue Marxiste » pour 12 abonnés.

Le Directeur-Gérant : LEFEUVRE.

Imprimerie Centrale de la Bourse
117 rue Réaumur, Paris

rendent ces conditions plus insurmontables. Il en résulte que le fascisme ne peut pas trouver la moindre base économique de stabilisation. C'est pourquoi, pour détourner l'attention des masses de leur propre misère, toujours croissante, il suscite à son tour de nouvelles difficultés internationales.

Ainsi l'impossibilité, pour le capitalisme, de surmonter les difficultés économiques et l'aggravation des contradictions sur le terrain international, ouvrent la voie au fascisme dans tous les pays et, cependant, excluent l'éventualité de la stabilisation du fascisme. La solution de cette contradiction dialectique ne peut être trouvée que dans la révolution prolétarienne. Cependant une solution peut être recherchée par la bourgeoisie dans une nouvelle guerre mondiale si le prolétariat ne prend pas l'initiative de l'action décisive. Mais la guerre mondiale elle-même n'est pas une solution et le dilemne qui se posera inéluctablement est celui prévu par Marx : Communisme ou barbarie.

Les perspectives révolutionnaires doivent donc être envisagées à l'échelle mondiale. Les fluctuations cycliques de la conjoncture, se produisant sur le champ de la crise permanente du capitalisme dégénérescent, détermineront, dans les années qui viennent, des aggravations encore plus brutales et encore plus insupportables pour la classe ouvrière.

La nécessité, pour la classe ouvrière, de défendre ses intérêts les plus élémentaires produira inéluctablement les conditions d'une nouvelle époque de luttes à l'échelle mondiale.

En présence du développement mondial du fascisme, on ne doit pas considérer la situation des prolétaires d'Allemagne comme une situation spéciale, exigeant principalement des actions de solidarité avec des moyens plus ou moins utopiques ; mais la question fondamentale qui se pose pour le prolétariat international est la suivante : Comment utiliser au mieux les leçons politiques et organisations de l'expérience allemande pour que, dans une nouvelle époque de lutte, l'adversaire de classe trouve devant lui le prolétariat mondial mieux armé idéologiquement et organisatoirement.

La réponse est claire et découle de ce qui a été dit pour l'action en Allemagne. Les mêmes principes idéologiques et d'organisation doivent être, dès à présent, appliqués dans le monde entier par les communistes révolutionnaires qui ont su tirer les leçons de l'expérience récente de la honteuse trahison du réformisme et de l'effondrement du bolchevisme. Des noyaux de révolutionnaires clairvoyants doivent se constituer et s'attaquer opiniâtrement à la tâche de la clarification idéologique et de l'organisation nouvelle de la classe ouvrière.

Ces organisations nouvelles doivent établir leurs liaisons internationales pour jeter les bases de la formation de la IV^e internationale par le même processus de la transformation des noyaux en parti qui doit se produire dans la conjoncture révolutionnaire.

Jeter dès maintenant le mot d'ordre de constitution de la IV^e internationale est aussi inconséquent que de préconiser la constitution immédiate du nouveau « véritable parti de la classe ouvrière ». En réalité, ce mot d'ordre des Trotzkistes et du S. A. P. ne peut aboutir qu'à la reconstitution provisoire du bolchevisme, qu'à une internatinale 3 et demi qui sera, comme un appendice, honteux de la III^e internationale, destinée à sombrer, comme celle-ci, dans le même fiasco.

Le prolétariat à autre chose à faire que de réaliser des caricatures historiques. Sa tâche est de vaincre la bourgeoisie et de réaliser le communisme. A nous de préparer les armes qui lui permettront de vaincre.

A. LEHMANN.